

**« Réfugiés, déplacés, émigrés, rapatriés : les Lettons entre l'URSS et l'Occident,
(1944-début des années 1950) »¹**

ébauche de chapitre

Introduction.

Les Lettons parmi les groupes de personnes déplacées en Allemagne.

A la veille de la reconquête soviétique de la Lettonie, de l'été 1944 au 9 mai 1945, des centaines de milliers de Lettons s'enfuient. Traumatisés par l'expérience soviétique de 1940-1941 et par son épisode de violence de masse (la déportation de 15 000 personnes le 14 juin 1941), une grande partie de la population a accueilli les Allemands en libérateurs le 22 juin 1941, et se sont compromis avec l'occupant dans des formes de collaboration diverses. Alors que l'Armée rouge pénètre dans le territoire letton, entre 135 000 et 160 000 Lettons cherchent à rejoindre l'Europe de l'Ouest², et se retrouvent principalement dans les zones occidentales de l'Allemagne. La situation de l'Allemagne en mai 1945 peut paraître paradoxale : alors que le régime nazi était fondé sur l'épuration ethnique et la haine raciale, environ 11 millions de déplacés d'une vingtaine de pays se trouvent sur le territoire allemand entre 1944 et la fin des années 1940. Ils correspondent essentiellement aux victimes du régime nazi déportées durant la guerre : prisonniers de guerre (dont deux millions de soldats soviétiques), travailleurs forcés, rescapés des camps etc. A la fin de la guerre, ils sont rejoints par les habitants des pays d'Europe de l'Est fuyant l'Armée rouge, le rétablissement de régime soviétique et bientôt, la mise en place des démocraties populaires. En 1945, il s'agit surtout des populations baltes, polonaises et ukrainiennes, et yougoslaves. A partir de 1946, des Juifs, rescapés de la Shoah qui ont tout perdu, ou victimes des pogroms d'après-guerre en Europe de l'Est (principalement en Pologne), cherchent également à émigrer et se rendent provisoirement en Allemagne³. Enfin, le cas complexe des *Volksdeutsche*⁴, ces minorités germanophones rapatriées ou expulsées des territoires d'Europe centrale et orientale achèvent de compléter le tableau des Displaced Persons

¹ Des extraits de cette présentation ont été discutés dans certains workshops et séminaires : je remercie très chaleureusement Claire Zalc, Olaf Mertelsmann, Aigi Rahi-Tamm, Corine Defrance et Nora El Qadim pour leurs précieux commentaires et additions.

² La difficulté d'établir des estimations numériques fiables sera discutée dans la suite de ce papier.

³ GROSS Jan T., *Fear. Anti-Semitism in Poland after Auschwitz. An essay in historical interpretation*, New York, Random House Trade paperbacks, 2006, 303p

⁴ BURIN Philippe, « 1945-1948, Douze millions de réfugiés allemands », *L'Histoire*, n° 277, juin 2003, p.77-83

(DPs) en Allemagne⁵. L'Allemagne se trouve donc au cœur de la diversité nationale de l'Europe d'après-guerre, et au centre des mouvements de population, départs et arrivées. Elle apparaît ainsi comme un théâtre de transition, à différents égards. C'est un lieu de séjour provisoire (mais pouvant s'étendre sur plus de cinq années), pour des millions de déplacés, dont la situation est d'autant plus précaire que la transition entre la période de guerre et la paix s'opère dans des conditions extrêmement complexes. Par ailleurs, l'Allemagne, qui n'existe plus formellement en tant qu'Etat après la capitulation du Troisième Reich, apparaît comme le théâtre par excellence de la montée des tensions entre les anciens Alliés, et en cela incarne la transition de la Seconde Guerre mondiale à la Guerre froide.

Les Lettons constituent ainsi un pourcentage faible du contingent total des déplacés européens en Allemagne au lendemain de la capitulation. En revanche, à partir de 1946, ils représentent plus de 15% des déplacés qui refusent radicalement de rentrer chez eux et sollicitent le droit d'émigrer à l'Ouest. Comment qualifier ces déplacés ? la terminologie, variée, renvoie à leur statut incertain, mais aussi à des processus d'identification qui évoluent durant la trajectoire d'Est en Ouest. Dans un souci de clarté, j'emploie le terme de « réfugiés » pour évoquer l'ensemble des Lettons qui se trouvent en dehors des frontières de l'URSS, du fait des circonstances de guerre et de sortie de guerre⁶. Progressivement, ces groupes acquièrent le statut de « Displaced persons » (DPs) qui leur confère une protection juridique et humanitaire. Ce statut est conçu comme provisoire par les autorités alliées. Le terme est forgé par le Supreme Headquarters of the Allied Expeditionary Forces in Europe (SHAEF) au lendemain du débarquement en Normandie, en juin 1944. Selon sa définition, il s'agissait « de civils » (ce qui exclut les prisonniers de guerre dans les camps et les criminels de guerre internés⁷) qui, pour des raisons consécutives à la guerre, « se trouvaient hors de leur pays et qui souhaitaient y rentrer ou qui étaient à la recherche d'une nouvelle patrie, mais qui ne pouvaient y parvenir seuls »⁸. Face à la masse de DPs, les Alliés entreprennent avant tout de les rapatrier, puis envisagent d'autres solutions pour les réfractaires au retour. Ainsi, « rapatriés » ou « émigrés » témoignent de l'aboutissement d'un processus : les deux groupes ont quitté l'Allemagne au début des années 1950, soit vers l'Ouest, soit, bien plus minoritairement, back in the USSR.

⁵ GENIZI Haim, *America's Fair Share. The Admission and Resttlement of Displaced Persons, 1945-1952*, Detroit, Wayne State University Press, 1993, XI-273p, p19

⁶ sur l'évolution et la confusion des termes « réfugiés » et « DP » après la guerre, et jusqu'en 1951, voir par exemple :

<http://www.operationspaix.net/Personnes-deplacees-et-refugiees.7306>

<http://www.amnesty.org/fr/refugees-and-migrants>

voir ensuite statut de 1951.

⁷ qui, par accord interallié (Moscou 1943), doivent être livrés à l'État dans lequel ils ont commis leurs crimes.

⁸ Wolfgang Jacobmeyer, *Vom Zwangsarbeiter zum heimatlosen Ausländer. Die Displaced Persons in Westdeutschland 1945-1951*, Göttingen, 1985, [p. 16 30/31]

Les DP's lettons : entre phénomène de sortie de guerre et enjeu de Guerre.

L'éclatement des sources (en voie de dépouillement) sur lesquelles je m'appuie révèle d'une part la structure du pouvoir en URSS, la multiplicité des institutions en charge des DP's, mais surtout l'aspect international de la question des DP's et la dispersion géographique des réfugiés lettons. A ce stade de ma recherche, le matériel que j'utilise provient de trois centres d'archives principaux : les archives d'Etat à Moscou, les archives soviétiques de Riga et les fonds personnels de la Hoover Institution⁹. Ces sources sont complétées ponctuellement par des documents provenant de la Croix-Rouge (Genève), de la BDIC (Nanterre), des archives audiovisuelles et de récits de vie (autobiographies et entretiens)¹⁰. Bien que ne recouvrant pas l'intégralité des fonds révélant l'enjeu des DP's,

⁹ les Archives d'Etat de Moscou où sont conservés trois fonds mobilisables pour l'étude des DP's et des rapatriés : les archives de la Zone Soviétique en Allemagne (Administration soviétique militaire de l'Allemagne, SVAG), le Comité au rapatriement – dont le dépouillement est en cours - et surtout le Sovinformburo, essentiellement cité ici. Le bureau créé le 22 juin 1941, afin de centraliser la propagande de guerre, pour la presse soviétique et étrangère. A la fin de Grande Guerre patriotique, ses attributions furent modifiées afin de correspondre aux exigences du nouveau théâtre international marqué par la Guerre froide, c'est-à-dire : « rendre compte à l'étranger de la politique intérieure et extérieure de l'URSS et des résultats des démocraties populaires, répondre par la contre-propagande contre la propagande antisoviétique et dénoncer le camp impérialiste » (introduction du fonds). Dans la plupart des pays furent créées des représentations du Sovinformburo. En 1946, on en compte 26. Parmi les documents du Sovinformburo, fort variés, la correspondance avec le Ministère des Affaires Etrangères soviétique (MID) offre de contourner la fermeture des archives de ce ministère. Les documents concernant les émigrés, réfugiés et DP's estoniens, lettons et lituaniens quelles que soient leurs résidences sont la plupart du temps regroupés dans les dossiers du bureau scandinave, considéré comme le relais de la propagande à leur égard pour tous les autres espaces occidentaux. Les archives de Riga ont été produites par les autorités de la République socialiste soviétique. Ainsi une filiale du Comité au rapatriement, aux prérogatives limitées, offre essentiellement un regard sur les trajectoires individuelles de ceux qui sont revenus en Lettonie soviétique. Les décisions sont prises à Moscou et les autorités lettones n'ont que la mission de produire du matériel de propagande et d'appliquer les directives centrales. Par ailleurs, les archives des commissariats au peuple, du Parti et du Conseil des Commissaires du Peuple permettent d'entrevoir l'enjeu suscité par la perte démographique colossale de 1944-1945. Les archives de la Hoover institution présentent en particulier deux fonds abondamment mobilisés dans la suite de ce papier : les archives privées d'Alfred Bilmanis et de Jules Feldmans, respectivement « ministre letton » à Washington et ancien délégué letton à la SDN à Genève (avant de prendre le poste d'Alfred Bilmanis à Washington après sa mort en 1948). Ces deux personnages, avec Charles Zarins en poste à Londres, ont conservé une partie de leurs attributions malgré l'annexion de la Lettonie à l'URSS, et se sont érigés en porte-parole des DP's lettons à l'Ouest à partir de 1945. Leurs fonds proposent des documents variés, dont la correspondance avec les autorités occidentales et les copies des résolutions prises par les Alliés occidentaux (gouvernements et autorités militaires en Allemagne). Il manque trois types de fonds pour offrir un panorama complet de DP's soviétiques en Allemagne, que je compte mobiliser dans des recherches futures : les archives des zones occidentales de l'Allemagne afin de comparer les politiques des Alliés occidentaux vis-à-vis des DP's, les archives de l'UNRRA et l'OIR et enfin celles des camps de filtration, la principale institution soviétique contrôlant les rapatriés une fois qu'ils ont atteints les frontières de l'URSS et qui, en ce qui concerne le cas letton, ont « disparu » des centres de conservation de Riga et de Moscou⁹. Enfin, les archives de l'International Tracing Service, mis en place en 1948 afin de faciliter la recherche des disparus, offrent les listes des camps et des DP. Il s'agirait d'y puiser quelques dossiers personnels afin de rendre compte du processus d'émigration.

¹⁰ Parmi les autobiographies, citons notamment :

EKSTEINS Modris, *Walking since Daybreak. A story of Eastern Europe, WWII, and the heart of our century*; Boston, NY, Houghton Mifflin Company, 1999, 258p

KURZEM Mark, *La Mascotte*, Lausanne, Noir sur Blanc, 2008 (2007), 446p

PURVINSKIS J_nis, *Life of a D.P.*, Osborne Park (Australie), The Auth. Publ., 2005, 396p

SERS Rolf, *My Story of Luck: Autobiography of an immigrant doctor from Latvia, Canada*, The Auth. publ., 1990, 207p

elles permettent néanmoins d'entrevoir les enjeux posés par les DP lettons en Allemagne et les étapes de la résolution de la question.

Durant la Guerre froide et juste après la chute de l'URSS, plusieurs phases historiographiques avaient déjà souligné l'enjeu des DP, de leur présence en Allemagne et de leur émigration, dans une production très politisée visant à faire l'éloge des politiques occidentales, ou bien à les dénoncer¹¹. Le renouveau de cette thématique s'est manifesté assez récemment. Les études de la « sortie de guerre » accentuent depuis une dizaine d'années l'enjeu des immenses migrations européennes engendrées par le conflit. Parmi les très nombreux axes d'analyse de l'étude des réfugiés et des DP, originaires des territoires soviétiques, certains commencent à être abondamment documentés : la formation et le fonctionnement des camps, les luttes politiques entre les organisations de DP, les politiques d'émigration, et des analyses sur le long terme sur la culture en émigration, ou sur la formation, la socialisation et la politisation des groupes d'exilés dans les pays d'accueil¹². En revanche, la gestion complexe des DP - qui mobilise des acteurs multiples : autorités militaires alliées des quatre zones, organisations internationales (UNRRA¹³ puis OIR¹⁴), organismes d'aide aux réfugiés (Croix-Rouge, associations confessionnelles) et figures individuelles – reste une question peu abordée. Les relations entre les différents acteurs (en particulier civils et militaires) et les comparaisons entre les zones occidentales constituent donc encore un chantier historiographique indispensable à la compréhension du sort des DP.

Dans le panorama des traitements possibles de ces enjeux, je propose de questionner principalement la place des DP lettons dans les enjeux internationaux d'après-guerre¹⁵. En effet, si la Seconde Guerre mondiale apparaît trivialement comme la matrice des mouvements de population, la résolution de la question des DP lettons est imbriquée

Des entretiens ont été réalisés en 2008 en Californie (programme en cours) avec Lettons américains qui étaient enfants en Allemagne. Parmi ces entretiens en phase de dépouillement, celui avec Ansis Pommers sera le plus abondamment cité dans la suite de ce papier.

¹¹ ELLIOTT Mark R. *Pawns of Yalta. Soviet Refugees and America's role in Their Repatriation*, Urbana, Ill. : University of Illinois Press, 1982, xiii, 287 p

GENIZI, Haim, *op.cit.*

PROUDFOOT Malcom L. *European refugees : 1939-1952* ; Londres, Faber and Faber, 1957

WYMAN Mark, *DPS. Europe's Displaced Persons, 1945-1951*, Cornell University Press, Ithaca and London, 1998 (1989), 257p

¹² voir, principalement :

DYCZOK Marta, *The Grand Alliance and Ukrainian Refugees*, London : Macmillan ; New York : St. Martin's Press, in association with St. Antony's College, Oxford, 2000, xv, 277 p.

BARON Nick, GATRELL Peter (eds.), *Warlands. Population resettlement and state reconstruction in the Soviet-East European Borderlands, 1945-50*, Basingstoke ; New York : Palgrave Macmillan, 2009, XV-276 p.

¹³ United Nations Relief and Rehabilitation Administration

¹⁴ Organisation internationale des réfugiés, qui prend le relais de l'UNRRA en 1947.

¹⁵ Je n'aborderai donc pas ici les réponses soviétiques à l'enjeu des DP et des 35 000 rapatriés, qui seront l'objet d'un chapitre spécifique.

dans les prémisses de la Guerre froide. Je m'inscris ainsi dans la continuité des études produites par Catherine Gousseff, en particulier dans un article de référence centré sur l'analyse de la création de l'OIR¹⁶. Je tente ici de rendre compte de l'instrumentalisation d'une population migrante dans des enjeux politiques englobants, sans pour autant que les réfugiés et leurs représentants ne restent passifs : eux-mêmes conscients des tensions grandissantes, ils les renforcent à leur tour afin de régler au mieux leur statut et leur avenir. En résulte une modification de leur image collective : ils passent de complices de Hitler à victimes de Staline, et bénéficient à l'Ouest de l'occultation d'une identité politique pour une autre à la faveur du changement de paradigme international.

Le tableau chronologique de cette présentation couvre une période relativement courte, de l'été 1944 (moment de fuite) au début des années 1950 (accélération des départs des DP's vers les pays d'accueil, mais aussi radicalisation de la politique soviétique en Lettonie), qui correspond à une période décisive pour les réfugiés lettons. Après avoir décomposé les trajectoires et les profils des réfugiés, afin de cerner les parcours de fuite dans l'Europe en guerre et les caractéristiques de ce groupe, je tâcherai de présenter les étapes de la résolution du sort des DP's lettons en Allemagne, intimement liés à la modification des représentations de l'ennemi occasionnée par le changement du rapport de force entre les Alliés.

I. De la Lettonie vers l'Ouest : trajectoires dans l'Europe en guerre et profils des DP's lettons.

1) fuir l'Armée rouge et le rétablissement soviétique.

A partir de l'été 1944, l'Armée rouge lance une grande offensive sur la zone balte – c'est le « huitième coup » (*vos'moj udar*) lancé contre l'envahisseur allemand, abondamment suivi et documenté dans la presse et les actualités cinématographiques qui insistent sur la découverte des exactions nazies et l'accueil chaleureux des locaux¹⁷. En réalité, la reconquête de la Lettonie se déroule dans un territoire majoritairement hostile à l'URSS : l'arrivée de l'Armée rouge, loin d'être saluée en libératrice, est perçue comme un nouveau déferlement de « barbares » venus de l'Est annonceurs d'une reprise brutale de la soviétisation¹⁸. La déportation de juin 1941, premier épisode majeur de violence de masse dans la zone balte, a profondément marqué la population locale, en a accentué

¹⁶ GOUSSEFF Catherine, « Des migrations de sortie de guerre qui reconfigurent la frontière : ouverture et fermeture de l'URSS avant la guerre froide », in COEURE Sophie et DULLIN Sabine (dir.), *Frontières du communisme*, Paris, la Découverte, 2006

¹⁷ Voir par exemple deux films montés à partir des mêmes rush, et diffusés en Lettonie et en URSS : RGAKFD (Moscou), 5031, « Vos'moj udar » et 9267, « Bitva za Pribaltiku » (bataille pour la Lettonie)

¹⁸ DAUMANTAS Juozas, *Fighters for Freedom: Lithuanians Partisans versus the USSR (1944-1947)*, New York, Manyland Books, 1975, 253p, p6

l'anticommunisme et la peur diffuse. Les Allemands, accueillis en libérateurs en juin 1941, ont instrumentalisé dans leur propagande la répression soviétique (comme ailleurs dans les territoires soviétiques occupés non russophones et nationalistes – Estonie, Lituanie, Ukraine, Caucase). Ils ont prédit aux populations baltes la disparition totale de leur peuple en cas de victoire soviétique, via deux processus : la déportation vers la Sibérie et le « mélange des minorités restantes avec des peuples de nationalités différentes, dont les races jaunes importées de Russie »¹⁹. En Lettonie occupée, l'expression « année terrible » est popularisée pour évoquer la période 1940-1941. Comme ailleurs dans les *borderlands* occidentaux de l'URSS récemment annexés²⁰, des charniers de victimes du NKVD sont découverts, des listes de victimes publiées dans la presse ou dans les actualités cinématographiques produites par les occupants. Même si dans les derniers mois de la guerre, la politique de prédation allemande et la mobilisation forcée dans l'armée ont retourné une partie de la population contre les occupants, les Lettons dans leur grande majorité craignent le retour soviétique et fondent leurs espoirs dans une intervention occidentale pour recouvrer l'indépendance²¹. La réputation – en partie justifiée – de l'Armée rouge et les comportements violents des soldats confortent la population dans son désir de fuir²². Ainsi, par rapport à l'année 1940, le rétablissement du pouvoir soviétique s'entreprind dans le chaos : chaos militaire tout d'abord, mais également occurrences de plus en plus nombreuses de manifestations d'anticommunisme clandestin armé (les « frères de forêts » baltes qui se constituent en groupes de guérilla luttant contre les représentants du pouvoir soviétique), et enfin fuite massive d'une frange de la population, provisoire ou définitive²³.

Les récits et entretiens mettent l'accent sur la soudaineté de la décision de la fuite, dès l'été 1944 pour les provinces orientales de Lettonie²⁴. Des rumeurs préviennent de la progression de l'Armée rouge à l'orée d'un village, et des familles entières, voire des communautés villageoises complètes plient bagage et fuient plus profondément dans la zone occupée par les Nazis²⁵. Les trajectoires des réfugiés dessinent différents corridors de fuite dans l'Europe en guerre, du territoire letton en voie de reconquête au camp de DPs.

¹⁹ les analyses de la propagande allemande par les témoins soviétiques et encore plus les déclarations de certains réfugiés à partir de 1945 renvoient toutes à ces mêmes représentations : voir par exemple, pour les analyses soviétiques LVA (Riga), PA-101: et pour les constats lettons anticommunistes : Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1.11

²⁰ STATIEV Alexandre, *Social Conflict and Soviet Countrinsurgency in the Western Borderlands, 1944-1950*, these de doctorat, Calgary, Alberta, Canada, 2004, 319p

²¹ il s'agirait d'établir des distinctions régionales, qui recouperont partiellement les compositions ethniques et sociales de Lettonie – elles seront établies dans un chapitre précédent.

²² DAUMANTAS Juozas, *op.cit.*, pp6-7

²³ Je n'évoque pas ici le phénomène de « fuite en forêt », pendant local du départ vers l'Ouest européen, qui joue également dans la définition de l'ennemi par le NKVD à l'heure de la reconquête soviétique – cf. LVA (Riga), f. PA-101, op. 5.

²⁴ WYMAN, Mark, *op.cit.*, p33

²⁵ KURZEM, Mark, *op.cit.*, entretien avec Ansis Pommers,

Ces voies s'ouvrent et se referment au gré des mesures prises par les autorités allemandes, des mouvements de troupes et de l'avancée du front, mais également la réactivation de liens culturels anciens qui peut avoir joué un rôle dans les choix des destinations de fuite. Ainsi en Lettonie, dès l'automne 1944, les autorités allemandes organisent une « évacuation » de la population civile vers l'Allemagne. Elle concerne en premier lieu les élites de la collaboration à Riga. En septembre 1944, alors que les troupes soviétiques approchaient de la capitale, les autorités envoient en Allemagne les administrateurs civils, et certains officiers lettons de l'armée allemande²⁶. D'autres imminents collaborateurs dans les sphères économiques quittèrent la Lettonie à cette même époque. Mais la gare de Riga en octobre 1944 est également envahie de personnes cherchant refuge à l'Ouest : « ça grouillait de monde, et essayer de trouver des places libres dans un train tenait du cauchemar » se souvient Alex Kurzem²⁷. Ce mouvement recoupe également l'envoi vers l'Allemagne d'une dernière vague de main d'oeuvre afin de soutenir l'ultime effort de guerre²⁸. Evacuation « volontaire » et « forcée » se chevauchent alors, renforçant la confusion entre les catégories de personnes déplacées – instrumentalisée par certains rapatriés dans l'après-guerre pour échapper à la répression en Lettonie soviétique. Par ailleurs, de la fin de l'année 1944 et jusqu'en mai 1945, l'armée allemande se maintient dans la région occidentale de la Lettonie, la Courlande, où se regroupent soldats et civils fuyant l'avancée soviétique. Ils embarquent vers l'Allemagne jusqu'à la capitulation (9 mai 1945). Là encore les autorités allemandes ont contribué à soutenir le mouvement d'évacuation vers l'Allemagne²⁹, mais dans les dernières semaines des combats la fuite procède de mouvements spontanés. Ainsi certains tentent de

²⁶ PURS, Aldis, “ ‘How those Brothers in Foreign Lands are Dividing the Fatherland’: Latvian National Politics in Displaced Persons Camps after the Second World War”, in BARON Nick, GATRELL Peter (eds.), *op.cit.*, pp48-66, p56

²⁷ KURZEM Mark, *op.cit.*, p223. Alex Kurzem, de son vrai nom présumé S. Galperin, a connu un parcours extraordinaire et tragique, mais à bien des égards révélateurs des situations extrêmes et des confusions absolues créées par la guerre et l'après-guerre. Emigré en Australie depuis 1948, il décide, en 1997, de raconter à son fils aîné (auteur de l'ouvrage) sa trajectoire d'enfant en guerre, dont il avait refoulé des pans entiers depuis l'hiver 1941. D'après ses remémorations progressives, et l'enquête que son fils et lui ont menée par la suite, Alex Kurzem est un Juif de Biélorussie. Alors qu'il était âgé de 7 ans, il assista au massacre de sa famille, parvint à s'échapper dans la forêt, et à y survivre quelques semaines. Il fut alors trouvé et recueilli par un bataillon d'auxiliaires de police letton qui menait dans cette région les massacres des Juifs et la chasse aux partisans. Déguisé en caporal miniature, utilisé comme appât à paysannes, tenu de distribuer des chocolats aux petits enfants juifs condamnés à la déportation afin de les apaiser, il apprit à refouler son identité juive pour sauver sa peau et devint la mascotte du bataillon. Plus tard confié à une famille de la haute bourgeoisie collaborationniste lettone, il les accompagna dans leur fuite en Allemagne puis dans leur exil australien. Son récit, à partir de 1997, fit l'effet d'une bombe, autant dans la communauté lettone d'Australie que dans les associations de rescapés juifs. Menacés à plusieurs reprises par des nationalistes, tout en étant rejeté par des rescapés incrédules et pressé de livrer les noms de la hiérarchie du bataillon par le Mossad, il finit par retourner en Biélorussie et en Lettonie afin de dénicher les preuves de la véracité de son discours – preuves qui furent effectivement retrouvées et qui fondent, avec son récit personnel, la trame de l'ouvrage écrit par son fils.

²⁸ ARAD Yotzhak, *The Holocaust in the Soviet Union*, University of Nebraska Press, Lincoln & Yad Vashem, Jerusalem, 2009

²⁹ Sur les plans allemands : il existe des plans d'évacuation des civils élaborés par la 15^{ème} division de grenadiers de la Waffen SS du 15^{ème} régiment d'artillerie. KUZMINS Valdis, *Latvija II pasaules kar_ (Latvia in World War II : catalogue)*, R_iga, Latvijas Kara muzejs, 2005, 128 p.

se rendre en Suède sur des embarcations de fortune, certains se noient. La situation militaire dans cette dernière poche de résistance allemande en Europe explique certainement que les Lettons aient eu plus massivement la possibilité de fuir le rétablissement du régime soviétique que les habitants des deux autres républiques baltes, plus rapidement reconquises.

2) Géographie du refuge.

La dispersion des Baltes sur le continent européen après la Seconde Guerre mondiale reflète donc la multitude des trajectoires. Pour les Estoniens et les Lettons, la proximité géographique et culturelle de la Scandinavie a aussi joué sur les destinations de fuite. Pour certaines organisations lettones, en particulier le Comité Central letton, organisation nationaliste clandestine, la Suède pouvait à l'origine constituer un territoire de repli privilégié en raison de sa neutralité³⁰. Des Lettons s'y trouvaient déjà durant la période de guerre, soit parce qu'ils avaient fui l'annexion soviétique, soit parce qu'ils se sentaient menacés par les occupants allemands. Environ 4500 Lettons s'embarquèrent sur des bateaux de fortune, depuis la Courlande, afin de rejoindre les côtes scandinaves, contre, le plus souvent, l'avis des autorités allemandes³¹. Par ailleurs, du fait des parcours de guerre – on trouve des petits groupes de quelques centaines de Lettons dans différents pays européens : en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Italie, en Suisse, au Danemark et en France³². Cette dispersion de quelques milliers de Lettons reflète les conséquences des mouvements de troupes allemandes, dont certaines unités regroupaient des soldats lettons, mais aussi la progression et l'encerclement de l'Armée rouge – certains n'ont pas bénéficié du temps et des conditions nécessaires à une fuite plus à l'Ouest.

Mais c'est l'Allemagne qui reste la principale destination. Outre les conditions de guerre et la politique allemande d'évacuation, d'autres facteurs peuvent partiellement expliquer la forte présence lettone en Allemagne. En effet, les années d'occupation nazie et les conséquences de la première année de soviétisation ont réactivé des liens anciens entre la Lettonie et l'Allemagne. Avant l'annexion à l'URSS, le « baron allemand » constituait la figure ancestrale de l'ennemi en Lettonie. La minorité germanophone de Lettonie, composée d'environ 62 000 personnes selon le recensement de 1935, avait conservé une certaine homogénéité culturelle et sociale. Occupant des positions dominantes dans la société, elle correspondait alors aux maîtres honnis, bien que la multiplicité des mariages mixtes, et l'influence allemande dans les sphères économiques ou culturelles aient profondément

³⁰ PURS, Aldis, op.cit., p52, ABP, 1.32

³¹ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1.32. Les Estoniens, quant à eux, parviennent plus majoritairement à s'y rendre, ce qui explique également leur faible présence en Allemagne dans l'après-guerre.

³² Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1, 1.35

modélé le pays. Mais, entre 1939 et 1941, la définition de l'ennemi national du peuple letton change radicalement. Certes, le rapatriement des Allemands de la Baltique vers le III Reich, à la veille de l'annexion soviétique, est perçu avec un enthousiasme certain par les nationalistes estoniens et lettons³³. Mais comme l'a fort bien montré Olaf Mertelsmann dans le cas estonien, une année de soviétisation aura suffi à transformer la figure de l' « ennemi » pour la grande majorité des populations éponymes d'Estonie et de Lettonie. Dans les pays annexés, les Soviétiques (assimilés aux Russes) remplacent les Allemands dans ce rôle³⁴. Un ancien membre du gouvernement indépendant exprime fort bien cette rapide translation, dans une lettre au diplomate letton Alfred Bilmanis en 1945 : « il est assez clair que la majeure partie de notre peuple, perpétuellement menacé de destruction, oublia la haine plusieurs fois centenaire envers les Allemands et célébra le début de la guerre avec la Russie le 22 juin 1941, ainsi que l'arrivée de l'armée allemande de notre pays vécue comme une libération du pire des maux – le bolchevisme »³⁵. Durant l'occupation nazie, certains rapatriés allemands de 1939 reviennent en Lettonie occupée et réactivent avec les locaux des réseaux anciens. De nombreuses élites de Riga et de la Courlande parlent couramment l'allemand, et entretiennent avec les occupants nazis des relations privilégiées. Pour les Lettons germanophones, la fuite vers l'Allemagne n'en apparaît que plus évidente³⁶.

3) L'arrivée sur le territoire du III Reich ne signifie cependant pas la fin des pérégrinations baltes. De nombreux réfugiés lettons arrivent en Allemagne alors que la guerre continue : ils sont logés chez des particuliers, et ils sont mobilisés dans l'effort de guerre allemand³⁷. Durant les 8 derniers mois de guerre, ils accompagnent les mouvements de fuite visant à échapper aux bombardements alliés, puis tentent de franchir les limites de la zone soviétique et des zones occidentales. Baltes, ukrainiens et Polonais se mêlent aux populations allemandes locales. Le trajet d'Alex Kurzem est représentatif des allées et venues des DP's à l'intérieur même des frontières du Reich. La famille d'Alex Kurzem, dont le père adoptif était le directeur de l'usine de chocolat Laima et un proche des milieux nazis et collaborationnistes, quittent Riga quelques jours avant la reprise de la ville par les

³³ DE BEAUSSE Jean, *Carnets, 1938-1940*, manuscrit non publié.

³⁴ MERTELSMANN, Olaf, "How the Russians Turned into the Image of the "National Enemy" of the Estonians", *Pro Ethnologia*, 19, pp 43 – 58

³⁵ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1.11, lettre de A. Berzinsh : « it is quite clear that the greatest part of our people, being continually threatened with destruction, forgot the many hundreds of years old hate against Germans and greeted the beginning of war with Russia in the 22nd June 1941 and the coming of the German Army into our country as a liberation from the greatest evil – the bolshevism

³⁶ dernier facteur, marginal mais révélateur des conditions de guerre : se réfugier dans le cœur du Reich pendant la guerre peut éventuellement permettre d'échapper ainsi aux formes de répression dans les territoires occupés, mobilisation ou travail forcés. Ainsi des étudiants lettons s'inscrivent dans les facultés berlinoises et se font paradoxalement oublier des autorités allemandes. Voir recherches en cours de Sheila Fitzpatrick.

³⁷ comme le révèlent les récits de vie. KURZEM, Mark, *op.cit.*, pp226-227, PURVINSKIS J_nis, *op.cit.*, p54, entretien avec Ansis Pommers.

Soviétiques, et elle passe la frontière du III Reich le 21 octobre 1944. Elle débarque à Gotenhafen, un port de la mer Baltique (dans la zone annexée de Pologne), où elle demeure un mois chez des particuliers. Les autorités locales rapidement submergées décident de renvoyer les réfugiés plus à l'Ouest. La famille (les parents, leurs deux filles et leur fils adoptif) fut alors sommée de se rendre à Essen, où elle ne resta que quelques heures avant de reprendre un train pour Dresde. Les réfugiés – Lettons, Lituaniens, Estoniens, Allemands - furent placés dans un château. Lorsque les bombardements de Dresde s'intensifièrent, l'ensemble des réfugiés fut déplacé vers Schwerin et y apprirent la fin de la guerre. Mais suite à une rumeur selon laquelle les Américains allaient remettre la ville aux Soviétiques, une trentaine de réfugiés lettons décidèrent de se rendre à Hambourg. Escortés par des soldats américains, ils finirent finalement orientés vers le camp de Geesthacht en zone britannique³⁸.

Les compétences linguistiques sont au cœur du passage d'une zone en structuration à l'autre. Ainsi se recomposent les hiérarchies au sein des réfugiés lettons : ceux qui maîtrisent l'allemand, et encore plus les langues des Alliés occidentaux s'érigent en chefs naturels des groupes de réfugiés, et conservent dans les camps des figures de « leader de facto » des DP, (aux côtés d'autres figures politiques de la Lettonie indépendante ou occupée par les Allemands, qui se retrouvent en Allemagne à partir de 1944 - voir plus loin)³⁹.

Dans les derniers jours d'existence du III Reich, certains évoquent la forte présence lettone sur le territoire allemand. Hugo Vitols, professeur de droit à l'Université de Riga, qui a fui dans le Wurtemberg, estime le 25 avril 1945 qu'entre trois et quatre cent mille Lettons sont dispersés en Allemagne⁴⁰ ; un autre témoin évoque un chiffre avoisinant 300 000 réfugiés⁴¹. Ce chiffre paraît certes exagéré, consciemment ou non, afin de souligner ce phénomène urgent et inédit. Certains historiens continuent cependant de suggérer que 300 000 Lettons ont fui le rétablissement soviétique en Allemagne en mai 1945, et que parmi eux, 100 000 se seraient retrouvés piégés dans la zone soviétique et rapatriés de force dans les premières semaines suivant la capitulation allemande⁴².

Mes propres estimations, qui proviennent de la compilation des données soviétiques et des données de la Croix-Rouge et de l'OIR citées par les sources lettones à l'Ouest (après septembre 1945), m'incitent plutôt à entrevoir un chiffre compris entre 160 000 et 200

³⁸ KURZEM, Mark, *op.cit.*, pp225-234

³⁹ *ibid*, p234

⁴⁰ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1, 1.55

⁴¹ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, 1.11

⁴² LUMANS Valdis O., *Latvia in th World War II*, New York, Fordham University Press, 2006, 547p pp390-391 – absence de traces dans les archives soviétiques

000 Lettons hors d'URSS en mai 1945 : environ 137 à 140 000 Lettons dans les (futures) zones occidentales de l'Allemagne et de l'Autriche, 5000 en Suède, 1000 à 2000 éparpillés dans les autres pays européens, plus 35 000 Lettons dans la zone soviétique rapidement rapatriés. La marge d'erreur reste importante, elle reflète le chaos de l'immédiat après-guerre, c'est-à-dire l'été 1945, qui reste ardu à documenter, mais aussi les erreurs de décompte, délibérées ou non, qui perdurent par la suite. En effet, en l'absence de rationalisation de la gestion des camps en l'absence de structures officielles chapotées par les autorités militaires (créées à l'été), des « autorités locales » allemandes, qui correspondent certainement aux unités d'auto-défense établies durant les derniers mois des conflits, n'accueillent pas avec bienveillance cette masse d'étrangers. Le premier réflexe, en Bavière notamment, est de les repousser sans ménagement vers la zone soviétique⁴³. Les Alliés eux-mêmes sont susceptibles d'avoir rendu aux Soviétiques les citoyens des républiques baltes, dans un mouvement spontané qui ne prenait pas en compte la spécificité de leur cas⁴⁴. Il est probable que le rapatriement des Lettons ainsi piégés dans la zone soviétique ne soit pas documenté par les sources accessibles en URSS : ceux, en particulier, qui n'ont pas été renvoyés directement Lettonie mais regroupés dans des structures punitives ont « disparu » des archives soviétiques lettones. Ainsi, durant les premières semaines suivant la capitulation allemande, le chaos de l'immédiat après-guerre a dû profondément modifier le nombre et la dispersion des Lettons en Allemagne. Jusqu'à la constitution officielle des zones et la prise en main des autorités militaires, et jusqu'à l'intervention de l'UNRRA et la création des camps de DP, les flux continuent à faire évoluer le nombre des réfugiés lettons en Allemagne et aucune estimation stable n'a pu jusqu'alors être établie.

4) les DP lettons en Allemagne : prévisions, estimation numérique et dispersion.

C'est donc à partir de l'installation des autorités civiles et militaires alliées en Allemagne et de la constitution des camps de DP que le recensement des différentes catégories nationales a pu être effectué.

Les Alliés ont, depuis 1944, tenté d'apporter une réponse à la question des DP : via des négociations internationales, des accords bilatéraux et par la mise en place des structures de rapatriement qui témoignent tous une volonté d'anticipation (1944-début 1945). Un accord entre la SHAEF et l'UNRRA est établi en Novembre 1944 qui répartir les

⁴³ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers , box 1, 1.24. Notons par ailleurs que, jusqu'à la fermeture des camps de DP, les populations allemandes ont pu manifester leur haine des DP – surnommés *Deutsche Parasiten*.

⁴⁴ PURS, Aldis, *op.cit.*, p53

attributions respectives des autorités militaires et civiles⁴⁵. A la conférence de Yalta, où la question des DP est abordée, un consensus avait été plus ou moins établi : chacun devait rentrer chez soi⁴⁶. Mais les estimations de la gestion des DP s'appuyait alors sur la prise en compte exclusive des déplacés du fait de la politique nazie. Ni du côté soviétique, ni du côté occidental, la masse des citoyens soviétiques fuyant le rétablissement de l'URSS n'avait été envisagée. Les estimations occidentales, qui commencent dès avril 1944, n'entrevoient pas jusqu'au printemps 1945 la spécificité des déracinés de l'Est qui cherchent à fuir à l'Ouest pour échapper au rétablissement soviétique. En revanche, elles témoignent d'une prise en compte des *Volksdeutsche*, ces minorités allemandes qui ont commencé à être « rapatriées » par le III Reich dès 1939, parmi lesquelles certains n'ont pas acquis la citoyenneté allemande⁴⁷.

Du côté soviétique, les autorités semblent témoigner d'une impréparation idéologique face à la fuite massive des populations des franges occidentales de l'URSS. Ainsi en Lettonie, la Commission Extraordinaire d'Etat chargée de dresser le bilan des exactions et dommages nazis en Lettonie occupée souligne une forte perte démographique : 160.000 « personnes envoyées de force en Allemagne » sont recensées⁴⁸. « 200.000 Lettons manquent » annonce encore Vilis Lūcis en mars 1945⁴⁹. Le président du Conseil des Commissaires du Peuple, en les identifiant aux travailleurs forcés, prévoit leur rapatriement prochain. Des infrastructures de contrôle et d'accueil sont alors échafaudées pour les rapatrier et les réintégrer dans la société soviétique. En réalité, seuls 23 000 citoyens de Lettonie, originaires majoritairement de la région de la Latgale au sud-est de la Lettonie, et membres de la minorité russophone, ont intégré les contingents de travailleurs forcés : ils sont rapidement rapatriés depuis la zone soviétique vers la Lettonie⁵⁰. Les deux catégories de personnes déplacées - travailleurs forcés et réfugiés – se sont-elles croisées en Allemagne ? dans leur grande majorité, les travailleurs forcés de Lettonie se regroupent rapidement dans la zone soviétique et sont rapatriés en URSS dans les premiers mois de l'après-guerre. Mais certains d'entre eux, libérés dans les zones occidentales, rejoignent les

⁴⁵ GENIZI, Haim, *op.cit.*, p19 : de la SHAEF dépendent l'hébergement et le ravitaillement en nourriture, habits et en médicaments, et l'UNRRA serait chargée de l'administration des camps et la répartition des biens de premières nécessité. Mais ces attributions évoluent au gré des situations locales.

⁴⁶ GOUSSEFF, Catherine, *op.cit.*

⁴⁷ BDIC, O piece 23.655, « Europe' DP and the Problem of relocation, by Bertha Bracey, Reprinted from the April 1944 », issue of International Affairs by permission of the Royal institute of International Affairs, Friends Relief Association, 23p. Les Britanniques étaient les plus enclins à prévoir la gestion des DP en Allemagne : témoins de l'exode en France, qui avait profondément troublé les opérations militaires, les autorités britanniques à partir d'octobre 1943 tentent d'apporter des réponses à la régulation des migrants européens du fait de la guerre. WYMAN, Mark, *op.cit.*, p40

⁴⁸ LVA, f.270, op.1

⁴⁹ LVA, f.270, op.2, d.6020 : notons qu'en mars 1945, la totalité du territoire letton n'a pas encore été reconquise et que parmi ces 200 000 personnes, certaines ne trouvent dans la Courlande – en passe d'être évacuées vers l'Allemagne ou la Suède – ou non.

⁵⁰ Voir tableau en annexes : pertes démographiques en Lettonie, 1939-1946

réfugiés dans les camps de DP's et certains témoignent également de leur refus de rentrer en URSS⁵¹.

Le NKVD central et letton, alors à la recherche des « traîtres », est plus lucide que les autorités de la République socialiste soviétique sur la question de la fuite de la population. Il annonce rapidement que « 60% (d'entre eux) ont fui avec les Allemands »⁵². Mais un mélange de non-dit et de cécité retarde la prise de conscience sur la nature du vide démographique. La réalité de la fuite de larges franges de la population lettone, qui dépassent les seuls criminels de guerre, est admise à l'été 1945, à la faveur de la reconquête totale du territoire et de l'inspection des zones occidentales de l'Allemagne.

La situation s'éclaire donc au printemps 1945. Alors que les Alliés s'enfoncent dans le III Reich, les représentants baltes à l'étranger reçoivent des informations de première main de témoins en Allemagne, attestant de la présence de plusieurs centaines de milliers de réfugiés baltes. Ainsi, le 5 juin au printemps 1945, Alfred Bilmanis, diplomate letton à Washington, s'adresse à Joseph J. Crew du Département d'Etat en le priant à la fois de prendre en charge les Lettons en Allemagne, mais surtout de les soustraire à la domination des autorités soviétiques : « au nom de l'humanité, je demande solennellement que les Lettons en France, Belgique, Danemark, Autriche, dans les Pays-Bas, en Allemagne et en Italie ne soient pas rendus aux autorités soviétiques, mais soient autorisés à établir leur résidence dans des pays démocratiques jusqu'à ce qu'ils puissent librement retourner dans leur pays natal »⁵³. Dans l'Europe ravagée, les Alliés expriment au contraire la nécessité de régler au plus vite la question des DP's, qui pèse surtout sur la reconstruction de l'Allemagne, et sur les infrastructures et les moyens financiers gigantesques déployés par les Alliés. La majeure partie des DP's dispersés en Allemagne rentrent chez eux « volontairement » (du moins on ne leur a pas demandé leur avis)⁵⁴. Ainsi, à la fin de la guerre, il y avait en Allemagne presque 11 millions de personnes déplacées venant d'une vingtaine de pays, dont 6,5 millions sur le territoire des zones occidentales d'occupation et 4,5 en zone soviétique. De mai à septembre 1945, leur nombre diminua drastiquement (5 millions de DP's rapatriés). Début 1946 : la majeure des DP's sont rentrée chez eux sauf les réfugiés d'URSS qui refusent de rentrer et les nouveaux arrivants⁵⁵. Apparaît donc le problème spécifique des réfugiés des franges occidentales de l'URSS qui proclament leur refus de

⁵¹ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers

⁵² LVA, f. PA-101, op. 6, d. 21, l. 56-58.

⁵³ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1.24, « In the name of humanity I beg that Latvians in France, Belgium, Denmark, Austria, the Netherlands, Germany and Italy be not turned over the Soviet authorities, but be permitted to choose as their domicile some democratic country until such time as they are able freely to return to their native land »

⁵⁴ en tout : 2 042 977 Soviétiques, 1 556 263 Français, 757 274 polonais, 595 324 italiens, 210 983 yougoslaves. GENIZI, Haim, *op.cit.*, p20

⁵⁵ GOUSSEFF Catherine, *op.cit.*

rentrer chez eux. En mars 1946, 844 144 personnes bénéficient de l'aide de l'UNRRA, dont une immense majorité de citoyens polonais (60%)⁵⁶ et environ 16% de Lettons. En mars 1946 en effet, selon le Comité Central letton en émigration : « dans les zones d'occupation occidentales de l'Allemagne, ont été recensés approximativement 135 000 personnes (lettones), en comptant les légionnaires libérés des prisons et les soldats anciennement internés en Belgique⁵⁷. Parmi eux, il y en a environ 2 500 dans la zone française, 70 000 dans la zone américaine, et 62 500 dans la zone britannique. Il y a également à peu près 2 000 personnes en Autriche, toutes zones confondues »⁵⁸. Au total, entre 170 000 et 176 000 personnes originaires des républiques baltes seraient dispersées dans les zones occidentales de l'Allemagne – donc une très forte majorité de Lettons⁵⁹.

Les disparités d'accueil des DP's entre les zones occidentales s'expliquent par différents facteurs. Les autorités françaises ont rapidement refusé de partager le poids des DP's avec les Américains et les Britanniques, arguant que leur zone, plus petite et moins riche en ressources, ne pouvait accueillir ces populations⁶⁰. La majorité des DP's, toutes origines confondues, se retrouvent donc dans les zones britannique et américaine. La zone dirigée par les Américains offre dès sa constitution plus de garanties : en ravitaillement, mais aussi en termes de protection juridique des DP's - deux politiques qui ont incité les DP's, et surtout ceux originaires des zones occidentales de l'URSS, à s'y réfugier plus massivement. Les DP's sont donc dispersés dans des « camps », terme générique qui à l'été 1945 renvoie à des lieux divers : casernes, bâtiments à moitié détruits, et même anciens camps de concentration. Le mot « camp » comporte une charge émotionnelle qui effraie les différentes catégories de DP's : les rescapés de la répression nazie, mais aussi les réfugiés soviétiques qui connaissent le destin des déportés en Sibérie sont dans un premier temps terrorisés par l'idée d'intégrer un « *lager* ». A partir de l'automne 1945, s'opère un regroupement des DP's par origine géographique effectuée par les Alliés pour des raisons de gestion pragmatique des camps et d'organisation du rapatriement⁶¹. Cette politique qui est d'ailleurs expressément soutenue par les représentants des DP's baltes. Alfred Bilmanis implore

⁵⁶ WYMAN, Mark, *op.cit.*, p60

⁵⁷ GARF (Moscou), f.8581, op.2, d.191, « materialy o dejatel'nosti bjuro v Shvecii », p2-6. Les archives soviétiques évoquent 20 à 30 000 légionnaires lettons, envoyés par le général Bankerskis des zones d'occupation vers la Belgique, travailleraient dans les mines belges ou y seraient internés dans des camps de POWs (novembre 1946)

⁵⁸ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1.35, « « in the Western zones of occupation of Germany there have been registered approximately 135,000 persons, including the legionaries freed from prison and the soldiers formerly interned in Belgium. Of this number there are about 2,500 in the French zone, 70,000 in the American zone and 62,500 in the British zone. There are also about 2,000 persons altogether in all the zones of occupation in Austria »

⁵⁹ GARF, f.8581, op.2, d.195, « materialy o repatriacii zhitelej Pribaltijskikh respublik (zapisi peregovorov, pis'ma, spravki, korotkie informacii), 18.10 - 27.12.1947 », pp115-118.

⁶⁰ DEFRANCE Corine, DENIS Juliette, « Les réfugiés baltes dans les zones d'occupation allemandes, question nationale, sortie de guerre et enjeu de guerre froide », intervention, 16.12.2010

⁶¹ WYMAN, Mark, *op.cit.*, p44

Joseph C. Crew, du département d'Etat : « je supplie (...) les commandants alliés de recevoir des instructions afin de séparer (*to segregate*) les citoyens lettons déplacés et de ne pas les garder dans des camps avec les citoyens soviétiques russes »⁶².

Les politiques occidentales favorisent ainsi, progressivement, la reconstruction des communautés nationales dans les camps. Le camp est l'espace central de la vie des DP. C'est un point de ravitaillement où l'on collecte les rations de nourriture et de cigarettes, même si certains bénéficient encore d'un hébergement chez l'habitant ou dans des maisons privées, et sont employés, même après la capitulation, dans des entreprises allemandes ou des institutions alliées⁶³. Par ailleurs, les camps sont structurés afin d'accueillir l'ensemble des familles : les DP lettons ont fui en famille depuis la Lettonie, ou bien des familles de soldats lettons de l'armée allemande ont tenté de rejoindre leur époux et père en Allemagne. Dans certains camps, les femmes et les enfants constituent la majorité des DP⁶⁴. Le développement des écoles dans les camps est caractéristique de la diversité générationnelle des DP lettons : l'enseignement y est assuré par des professeurs du secondaire, des étudiants, des pasteurs mais aussi par des professeurs d'université qui offrent aux enfants un enseignement de qualité⁶⁵. Les DP comprennent rapidement qu'ils vont devoir affronter une longue période d'attente avant que leur sort ne soit résolu. Des activités multiples – de l'insertion professionnelle en Allemagne aux compétitions sportives, en passant par les représentations de spectacles et l'organisation d'associations culturelles – marquent leur quotidien pour les plus chanceux.

5) Profils des DP lettons.

Les premières références sur les réfugiés lettons à l'Ouest, issues de leurs éminents représentants en Allemagne et en émigration, ont voulu présenter les émigrés, très classiquement, comme la « branche vivante de la nation »⁶⁶. De fait, les DP lettons en Allemagne constituent près de 10% de la population lettone d'après-guerre. A partir du printemps 1945, face à l'afflux de réfugiés à l'Ouest, on note une volonté évidente des personnalités lettones de présenter les réfugiés comme un groupe homogène d'artistes et d'intellectuels, de cadres qualifiés, de classes économiques supérieures et cultivées. Les enjeux de l'émigration à l'Ouest ont cependant conduit à nuancer ce constat, mais les DP

⁶² Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1.24, « I also beg that the Allied commanders in the above mentioned countries be given instructions to segregate displaced Latvian citizens and not to hold them in camps together with Soviet Russian citizens »

⁶³ GENIZI, Haim, *op.cit.*, p23

⁶⁴ POMMERS Ansis, *Fi bachas vir_os, 1945-1950* (le camp de Fishbachs, 1945-1950), Los Gatos, California, the Auth. Publ, 2007, 509p, p13 : sur 1692 personnes originaires de Lettonie, 845 sont de sexe masculin, 847 de sexe féminin. Parmi elles 421 ont moins de 18 ans (soit presque un quart du total), et 321 ont moins de 14 ans (19%).

⁶⁵ WYMAN, Mark, *op.cit.*, p101

⁶⁶ DUFOIX, Stéphane, *Politiques d'exil*, Paris, PUF, 2002, 314p p18

conservent cette image d'élites en émigration. La littérature soviétique a présenté les ennemis de la Lettonie soviétique dans le monde occidental comme un groupe tout aussi cohérent : à la fois piliers de la Lettonie bourgeoise, collaborateurs des Nazis et suppôts du monde impérialiste, ils sont également décrits d'une manière uniforme qui suggère implicitement leur appartenance aux élites. Les représentations issues de l'immédiat après-guerre sont régulièrement réitérées dans la littérature de Guerre froide⁶⁷.

Certes, les réfugiés lettons proviennent de catégories sociales et de minorités variées. L'exemple lituanien, abondamment étudié, montre que toutes les catégories sociales et professionnelles sont représentées parmi les DP's lituaniens⁶⁸, et l'on peut supposer qu'une telle diversité se retrouve chez les Lettons. Un film de propagande réalisé par un cinéaste letton réfugié en Allemagne présente l'éventail des compétences des DP's Lettons : envoyée aux anciens diplomates lettons dans les puissances occidentales, cette production constitue une véritable réclame pour les DP's lettons, afin d'inciter les puissances occidentales à les autoriser à émigrer. Dans ce film, sont ainsi présentés, entre autres, de nombreuses professions artisanales et d'ouvriers qualifiés⁶⁹.

Néanmoins, certaines professions sont surreprésentées parmi les DP's lettons, et d'autres, en revanche, semblent manquer. C'est par exemple le cas des agriculteurs. Si de nombreux propriétaires terriens ont fui la Lettonie – autant en raison de leur profil socioéconomique à risque en URSS que des avantages dont ils ont bénéficié sous l'occupation allemande - en revanche, les cultivateurs sont moins concernés par la fuite hors des frontières. Alors que les démocraties occidentales commencent à fixer les quotas d'émigration – par origine, mais aussi par profession - des Lettons se regroupent dans des écoles agricoles fondées à la hâte afin de correspondre au mieux aux exigences du DP Act américain⁷⁰. A l'inverse, la Lettonie semble s'être vidée de catégories socioprofessionnelles entières à la veille de la reconquête soviétique: professeurs, médecins, artistes et métiers du cinéma par exemple⁷¹. Un auteur letton estime que 70% des écrivains, artistes, musiciens et acteurs de son pays se trouvaient dans les zones occidentales d'Allemagne⁷². Les récits de

⁶⁷ voir les différents mémorandums reçus par Alfred Bilmanis et Jules Feldmans, et du côté soviétique, voir par exemple : MISHKE V., *Kto takie latyshskie burzhuaiznye nacionalisty* (Qui sont les nationalistes bourgeois lettons), Riga, Latgosizdat, 1956, 152p

⁶⁸ BALKELIS Tomas, *op.cit.*, p35

⁶⁹ « *qui sommes-nous ?* », film tourné en Allemagne

Rappelons que les studios de Riga ont été intégralement déménagés en Allemagne en septembre 1944, sous le patronage de Voldemars Puce, un réalisateur letton qui a contribué à la propagande nazie (entretien avec son fils, M. Puce, Riga, Avril 2010). Une « compagnie de film de Riga » s'établit avec matériel et personnel à Blomberg, où elle produit des actualités, des petits documentaires et même des fictions, WYMAN, Mark, *op.cit.*, p164.

⁷⁰ voir les disparités sociales dans le choix à l'émigration. En revanche, des communautés rurales se sont bien et bien enfuies en 1944, mais dans les forêts avoisinantes et elles « attendent de voir » comment se comportent l'Armée rouge et le pouvoir soviétique avant de « sortir des forêts ».

en ce qui concerne l'école : à côté de Lübeck (WYMAN, Mark, *op.cit.*, p102), illustrée dans le film.

⁷¹ Constat d'ailleurs confirmé par les témoignages soviétiques : voir GARF, f.8581, op.2, d.197, pp 2-5

⁷² JOHANSONS Andrejs, « Latvian Literature in Exile », *Slavonic review*, 30, no75 (June 1952), 472

réfugiés mettent l'accent sur le haut niveau culturel des camps, où certaines sphères de la vie civile sont reconstituées, ou bien sur la qualité de l'enseignement assuré par des professeurs d'université⁷³. Les membres des clergés luthérien semblent également avoir massivement fui. 120 pasteurs se rendirent en Allemagne (un quart environ des paroisses sont concernées), dont le chef de l'Eglise – Teodor Grinbergs, évacué par les Allemands⁷⁴. Ces pasteurs luthériens jouèrent un rôle primordial dans les camps de DP où ils furent dispersés : ces leaders spirituels et religieux se chargèrent de la tête de la communauté, mais aussi entreprirent de créer une solidarité religieuse avec d'autres communautés protestantes internationales, et essentiellement les luthériens américains. Leur position dominante dans les DP est suggérée dès le printemps 1945 par des diplomates lettons qui demandent aux autorités américaines de les considérer comme des intermédiaires indispensables à la gestion des camps : « d'anciens consuls, des pasteurs, et autres Lettons dignes de confiance pourraient être sélectionnés par la Croix-rouge Américaine avec l'assentiment des réfugiés eux-mêmes, afin d'agir en tant qu'intermédiaires et traducteurs entre les gouvernements militaires locaux et les réfugiés Lettons, et ainsi éviter toute sélection arbitraire »⁷⁵. Les élites lettones en Allemagne recourent donc partiellement des catégories qui avaient été ciblées dans l'opération de déportation soviétique du 14 juin 1941. Par ailleurs, il s'agit également d'élites qui, durant les années d'occupation allemande, avaient récupéré une partie de leurs attributions. Elles combinaient donc un double stigmate du point de vue soviétique : à la fois membre de catégories sociales supérieures de la Lettonie indépendante et, pour certaines d'entre elles, support de l'ennemi allemand.

Le niveau social de ces catégories a certes profondément chuté du fait du départ, mais dans la société des DP qui demeure en Allemagne à partir de 1946, les réfugiés baltes semblent occuper une place privilégiée. Par rapport aux rescapés des camps en Allemagne, ou aux réfugiés juifs arrivant d'Europe de l'Est, les DP lettons n'ont pas connu les extrêmes privations des survivants du système concentrationnaire nazi. Pour différents facteurs, l'occupation de la Lettonie moins brutale qu'ailleurs en URSS occupée ou en Pologne. Par ailleurs une partie des DP appartiennent à des classes privilégiées sous l'occupation allemande. Et enfin les réfugiés ont pu quitter leur domicile avec certes, très peu de bagages, mais souvent un pécule suffisant (argent, or, bijoux, denrées) permettant d'intégrer plus facilement les réseaux de marché noir en Allemagne et de conserver un niveau de vie légèrement plus décent que les autres catégories de DP, totalement privées

⁷³ entretien avec Ansis Pommers

⁷⁴ PURS Aldis, *op.cit*, p54

⁷⁵ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1, 1.24, « Former consuls, pastors, and other trustworthy Latvians could be selected by the American Red Cross of the UNRRA with the assent of the refugees themselves to act as intermediaries and translators between the local military governments and the Latvian refugees, thereby avoiding and arbitrary selection »

de soutien financier et exténuées par plusieurs années de détention, de travaux forcés, de survie dans les camps de la mort⁷⁶. Par exemple, la famille de Olgerts Po_s, réussit à quitter la Lettonie avec un stock de beurre, qui leur permet de franchir le territoire allemand d'Est en Ouest en soudoyant les soldats et les chefs de gare. Le père d'Olgerts, embauché dans une usine allemande avant la fin de la guerre, reçut un salaire – faible certes, mais un salaire malgré tout⁷⁷. Une fois dans le camp, la famille s'intégra plus facilement aux nouvelles exigences économiques grâce au petit capital qu'elle avait accumulé.

L'approche des DP's lettons selon le critère de leur appartenance aux minorités de la Lettonie d'avant-guerre est encore plus ardue. Les Allemands de la Baltique, majoritairement rapatriés dans le III Reich à la veille de l'annexion soviétique, ont pour une grande majorité acquis la citoyenneté allemande et à ce titre ne rentrent pas dans les registres de DP's. Mais d'autres, néanmoins, se positionnent comme DP's et rejoignent les camps – c'est le cas, par exemple, dans la zone française, dans la catégorie des *Volksdeutsche*⁷⁸. La minorité russophone de Lettonie est tout aussi difficile à débusquer dans les camps. A ce jour, la seule trace que j'ai pu trouver de membres de Lettons russophones en Allemagne ne concerne que le groupe très précis du clergé orthodoxe de Lettonie⁷⁹. Enfin, à part des cas extrêmes comme celui d'Alex Kurzem (détaillé dans la note n°27), il est peu probable que des Juifs lettons se soient retrouvés en Allemagne à la fin de la guerre : l'extermination des Juifs de Lettonie fut rapide et quasi-totale, les rares survivants sont déplacés vers le camp de Stutthof depuis lequel ils effectuent la marche de la mort⁸⁰. Les Juifs qui étaient parvenus à se réfugier en URSS non occupée reviennent en Lettonie à partir de 1944-1945, en suivant l'Armée rouge, alors que les possibilités de fuite qui se sont refermées.

Ainsi, les DP's lettons apparaissent donc majoritairement comme un groupe appartenant au peuple éponyme de Lettonie. C'est une image qui ressort d'autant plus de la période que, dans leur stratégie rhétorique, les représentants des DP's lettons s'accordent à présenter un groupe de DP's non russe (le « Russe » étant alors associé au « Soviétique ») et, dans une réinterprétation du nationalisme des années 1930 et 1940, à présenter la Lettonie fantasmée comme un territoire ethniquement homogène, estompant la diversité d'avant-guerre.

⁷⁶ GENIZI, Haim, *op.cit.*, pp29-29 et autres.

⁷⁷ WYMAN, Mark, *op.cit.*, p33-34

⁷⁸ DEFRANCE Corine, DENIS Juliette, *op.cit.*

⁷⁹ GAVRLIN A.V., « Latvijskoe pravoslavnoe dukhovenstvo na territorii Germanii v 1945-1949 », *Cerkov' i Vremja*, 2007, n°2 (39), pp 233-256

⁸⁰ ARAD Yotzhak, *op.cit.*

6) Le comportement des Lettons pendant la guerre : la collaboration au cœur des représentations des DP's lettons.

La peur du rétablissement soviétique et des conséquences engendrées pour les populations locales n'est pas uniquement fondée sur l'expérience de 1940-1941. Ceux qui se sont compromis avec les autorités d'occupation allemandes craignent le sort que leur réserverait une reprise en main soviétique. Comme ailleurs en Europe occupée, la collaboration lettone avec l'occupant nazi fut multiforme, autant dans ses motivations que dans ses manifestations : ébauche d'autorités autonomes nationalistes, participations des locaux à la politique répressive et exterminatrice nazie touchant les rares communistes lettons, les prisonniers de guerre soviétiques, les partisans biélorusses et surtout les Juifs, mais aussi collaboration dans les sphères économiques. Les ambiguïtés de la collaboration dans les républiques baltes occupées sont renforcées par l'expérience soviétique de 1940-1941 : la haine et la peur des Soviétiques (assimilés aux Russes, voire aux Juifs) y ont autorisé toutes formes de compromissions avec le « libérateur allemand ». Les élites collaboratrices ont prétendument cherché à instrumentaliser les autorités d'occupation pour recouvrer l'indépendance et lutter contre l'envahisseur venu de l'Est. La collaboration implique une proportion importante de la population, consciente de l'éventuelle punition qui l'attend.

Un cas spécifique, qui continue à questionner les politiques d'émigration occidentales jusqu'au début des années 1950, est celui des « volontaires lettons des divisions SS ». La mobilisation dans les divisions début en mars 1943 des dizaines de milliers de jeunes gens sont incorporés de force dans les divisions de Waffen SS⁸¹, échappant ainsi au travail forcé en Allemagne, voire à une condamnation à mort. Mais ils rejoignent dans ces divisions les bataillons de police, qui s'étaient illustrés dans les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité nazis⁸². Dès les années de guerre, les autorités soviétiques en évacuation avaient reconnu et officiellement établi le caractère forcé de la mobilisation dans les légions SS, et à ce titre ont promis dès 1944 la clémence envers les soldats (hormis les criminels de guerre avérés)⁸³. Cependant, une telle mesure, prise à la veille de l'offensive de l'Armée rouge dans la zone balte, n'a certainement pas eu un effet apaisant. Premièrement, on peut supposer que les soldats estoniens et lettons n'en furent tout bonnement pas informés – et s'ils le furent, tout laisse à supposer qu'ils crurent pas à cette clémence, autant en raison de leur

⁸¹ sur le recrutement exponentiel de la Waffen SS dans l'Europe en guerre, voir LELEU, Jean-Luc, *La Waffen SS. Soldats politiques en guerre*, Paris, Perrin, 2007, 1237p

⁸² pour un panorama de l'évolution du recrutement dans les légions lettones de la Waffen SS, voir BLEIRE Daina, ZUNDA Antonijs (eds.), *Histoire de la Lettonie. XXème siècle*, Riga, Jumava, 2006 (2005), 549p. Pour un compte-rendu de l'évolution de l'intérieur, voir KURZEM Mark, *op.cit.*, p131, et voir le film de KALNINS Rolands, *Ja vse pomnju, Ricards* (Je me souviens de tout Richard), Studio de Riga, 1967

⁸³ DJUKOV Aleksandr, *Mif o Genocide. Repressii sovetskikh vlastej v Estonii (1940-1953)* (Le mythe du génocide. La répression des pouvoirs soviétiques en Estonie, 1940-1953), Moscou, Aleksej Jakovlev, 2007, 140p, pp121-123

expérience de 1940-1941 que de l'active propagande menée par les Allemands au sein des troupes. L'une des deux divisions lettones a combattu en Prusse orientale, et s'est rendue aux Américains en mai 1945.

Si la fuite des populations locales baltes recoupe donc partiellement une forme d'auto-épuration, elle n'en reste pas moins intimement liée à l'intériorisation de la peur du régime soviétique. Evaluer le nombre exact de criminels de guerre dans les populations réfugiées semble une entreprise délicate, pour ne pas dire impossible. Les sources révèlent certes les impressions diverses des témoins – des journalistes américains par exemple – mais aussi sur l'éventail des interprétations de la collaboration. Certains évoquent à l'automne 1945 des proportions de collaborateurs atteignant dans certains cas 50% des chefs de famille, ou 30% des DP's baltes⁸⁴. Mais tout laisse à penser que ces estimations à la louche ne prennent pas en compte la réalité de l'occupation allemande en Lettonie ni le mécanisme de mobilisation forcée – qui de fait donne à voir une forme de collaboration bien moins volontaire.

II. Acteurs, décisions et rhétoriques : l'émigration des DP's lettons, un enjeu de Guerre froide.

La multiplicité des acteurs aux attributions variées investis de la protection et de la gestion des DP's engendre des contradictions. Autorités militaires alliées, organisations interalliées, organismes internationaux (CR, associations confessionnelles) qui prennent en charge la gestion des DP's n'ont ni la même perception de leur statut, ni les mêmes ambitions quant à leur destination finale. Par ailleurs, des contradictions existent au sein même des différentes institutions. Elles sont suscitées par l'appréhension différente de la figure de l'ennemi – nazi ? communiste ? - et la concurrence des enjeux - politiques, démographiques, humanitaires qui s'imbriquent dans la gestion des DP's en Allemagne. Les figures lettones médiatiques, ou des représentants élus ou autoproclamés des DP s'insèrent dans les débats. Au final, l'évolution des rapports de force entre les acteurs, imbriquée dans les prémisses de la Guerre froide, apparaît fondamentale dans l'émigration de la majorité des DP's lettons.

1) aux racines de la « question balte » : de la souveraineté des Etats au destin des DP's.

La question balte - ou problème balte - est une expression qui naît de l'annexion soviétique des trois Etats baltes, dès 1940, et elle surtout développée durant les années

⁸⁴ GENIZI, Haim, *op.cit.*, p89

1941-1945⁸⁵. Elle est avant tout motivée par la reconnaissance de l'absorption des Etats baltes à l'URSS par les puissances occidentales (*de jure / de facto*). Le problème est soulevé durant les années de guerre à plusieurs reprises, de l'annexion en elle-même à 1945⁸⁶. Les autorités américaines sont divisées vis-à-vis de la future reconnaissance de l'annexion des Etats baltes par l'URSS. Mais un groupe, justement nommé le « groupe de Riga » en raison de son expérience de la guerre civile et de la guerre d'indépendance en 1918-1920, l'emporte rapidement : leur anticommuniste incite à ne pas reconnaître *de jure* l'annexion⁸⁷. Ainsi, durant la guerre, les autorités américaines soutiennent la souveraineté de la Lettonie, en rappelant par exemple les principes de la charte atlantique dans une lettre adressée à Alfred Bilmanis⁸⁸. En 1942, lors d'un tournant décisif où l'alliance avec l'URSS constituait l'un des instruments principaux de la victoire, les autorités américaines entreprennent néanmoins de renouveler leur soutien aux trois Etats baltes annexés. Un décret similaire pour chacun des trois états, signé par Sumner Welles certifie que l'« absorption » de la Lettonie (Estonie / Lituanie) par l'Allemagne ou l'URSS n'est pas reconnue par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique⁸⁹.

Du côté soviétique, les débats et les décisions de la diplomatie américaine suscitent des réactions⁹⁰. Si les archives du Ministère des Affaires Etrangères restent fermées, en revanche, les archives du Sovinformburo rendent compte de l'inquiétude causée, entre autres, par l'agitation menée par les petites mais actives communautés baltes à l'étranger. Aux Etats-Unis, ces communautés sont composées d'émigrés anciens, et renforcés par des éléments nouveaux, ayant réussi à s'échapper à la veille de l'annexion en 1940. Parmi ces groupes d'émigrés, le plus important est la communauté lituanienne des Etats-Unis. En témoignent la propagande qui leur est destinée dans la presse de gauche éditée sous l'égide des Soviétiques à partir de 1943⁹¹. Les thématiques de la « contre-propagande soviétique »

⁸⁵ par exemple : Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box. 1.30 / GARF, f.8581

⁸⁶ Latvijas Vesturnieku komisija, Latvijas Universitates Latvijas vestures instituts, Arvalstu arhivu dokumenti par okupācijas režimu politiku Latvija, 1940-1968, dokumentu krājums - Latvijas vesturnieku komisijas raksti 22. *Sejums* (documents from foreign archives on the policy of occupation regimes in Latvia 1940-1968, collection of documents – symposium of the commission of the historians of Latvia, volume 22), Rīga, Latvijas vestures instituta apgads, 2008, 381p

⁸⁷ MEDIJAINEN, Eero, « The US non-recognition Policy as the Origin of the Cold War », intervention, « The Baltic Sea region and the Cold War », Tartu, 27-28 novembre 2010. Dans ce groupe, on trouve les grandes figures diplomatiques américaines de la Guerre froide, dont, en particulier, George Kennan.

⁸⁸ KARKLIS Maruta, *The Latvians in America, 1640-1973; a chronology & fact book*. Compiled and edited by Maruta Karklis, Liga Streips [and] Laimonis Streips, Dobbs Ferry, N.Y., Oceana Publications, 1974, vii, 151 p, p110.

⁸⁹ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, Box 1.3

⁹⁰ *Отечественная история Прибалтика и геополитика. 1935-1945 гг. Рассекреченные документы, Службы внешней разведки Российской Федерации РИПОЛ классик*, 188p.

⁹¹ GARF,8581,2,72, справка о работе ТАСС за январь-октябрь 1943 г. Переписка с партийными органами прибалтики о трансляции для зарубежных стран за 1943г., 18.06 - 15.11.1943, p31

soulignent l'ancienneté des liens entre la Russie et la Lettonie, le soutien à la révolution bolchevique, précoce en Lettonie et la légalité des élections de 1940 qui ont « plébiscité le rattachement à l'Union soviétiques ».

Ainsi, certains auteurs soulignent la précocité de la « question balte » dans les oppositions entre les Alliés anglo-saxons et soviétique, et en font une manifestation de « la Guerre froide avant la Guerre froide »⁹². En 1945, les Lettons – en Lettonie ou ailleurs – espèrent encore un recouvrement rapide de l'indépendance du pays. Alfred Bilmanis écrit en ce sens plusieurs mémorandums à destination du Département d'Etat, en répétant l'illégalité de l'annexion. La rhétorique du diplomate letton s'appuie sur le précédent de la Première Guerre mondiale : les Etats baltes ont acquis leur indépendance à l'issue du conflit mondial, grâce, selon Bilmanis, à l'appui occidental. Le diplomate n'est pas le seul à espérer un rejeu de l'histoire : les migrants eux-mêmes continuent à mobiliser la mémoire des précédents flux de population hors de Lettonie et espèrent une résolution similaire à celle de 1920. La zone balte n'en est pas à sa première hémorragie démographique – même si la fuite des Estoniens, Lettons et Lituaniens en 1944-1945 adopte un caractère massif et sans précédent en raison de la pérennité de leur départ. En effet, plusieurs occurrences de violences politique et / ou guerrière à la fin du XIXème et au début du XXème siècles ont conduit les habitants de cette zone à quitter leur pays. Les grandes migrations lettones ont surtout eu lieu dans les traces de la révolution de 1905, de la Première Guerre mondiale et de la guerre civile en Lettonie. Durant ces événements, la population lettone a trouvé refuge à l'Est, en Russie, qui correspondait alors au traditionnel espace de repli⁹³. Durant la révolution bolchevique et la guerre civile, complexe et mouvementée en Lettonie, l'attente de la pacification du territoire qui autoriserait le retour se clôt par l'accès à l'indépendance du pays⁹⁴. Cette mémoire de la sortie de la Première Guerre mondiale est réactivée à la fin de la Seconde Guerre mondiale dans les familles de réfugiés, qui ont connu l'exil à l'Est en 1915-1920 : on espère que l'issue du conflit mondial autorisera le recouvrement de l'indépendance et le retour en Lettonie⁹⁵. Le séjour en Allemagne est, dans les premiers mois, vécu comme provisoire – d'où l'appréhension de certains à acquérir le statut de DP, qui suppose un rejet de toute citoyenneté.

⁹² MEDIJAINEN, Eero, *op.cit.*, HIDDEN John, MADE Vahur, SMITH David J., *The Baltic Question during the Cold War*, XI-209p, Routledge, Oxon, NY, 2008

⁹³ BARTELE T., SHALDA V., “Latyshskie bezhency v Rossii v Gody Grazhdanskoj vojny”, 2000; GATRELL Peter, *A Whole Empire Walking. Refugees in Russia during World War I*, Bloomington, Ind : Indiana University Press, c1999, xiv, 317 p.

⁹⁴ ANOKHIN Dmitrij Ivanovich, *Kak my zhili v dovoennoj Rige*, Riga, 1998, 84p

⁹⁵ Entretien avec Ansis Pommers

La question de l'indépendance des Etats baltes est de nouveau soulevée à Yalta⁹⁶. Mais rapidement, dès la fin de l'année 1945, il apparaît clair aux différents acteurs (autorités soviétiques, populations lettones, réfugiés lettons) que les Alliés occidentaux n'interviendront pas : la reconnaissance *de facto* de l'annexion constitue la ligne politique américaine et britannique. Les DP's lettons placent leurs espoirs dans une émigration à l'Ouest. On observe alors une translation des enjeux de la « question balte » du territoire en lui-même aux populations migrantes. La carrière politique des diplomates lettons est en cela emblématique d'un changement de point de vue : la question balte, qui ne trouve pas d'issue sur les questions de souveraineté étatique et dans les limites territoriales des Etats concernés, se transporte alors sur la question des DP's.

2) voix lettones en Occident.

Contrairement à d'autres groupes nationaux de DP's, en particulier les Polonais, qui peuvent s'appuyer sur le gouvernement en exil reconnu par les Alliés occidentaux et qui centralise les revendications et incarne la légitimité et la continuité étatique⁹⁷, les DP's baltes et parmi eux les Lettons sont représentés par une multitude d'institutions, parfois concurrentes, qui tentent de s'arroger la confiance des DP's tout comme celle des autorités occidentales. Des organisations qui se définissent comme « lettones », en Allemagne ou dans les démocraties occidentales, auxquelles il faut ajouter des figures individuelles qui défendent les DP's lettons et leur droit à l'émigration. Sur le territoire allemand, des nationalistes lettons, des anciens membres d'organisations venant de Lettonie (clandestines ou officielles durant l'occupation allemande) entreprennent de refonder des comités ou conseils nationaux⁹⁸. Leur objectif est de fédérer les DP's, de les défendre, et de s'en faire les porte-parole officiels. Parmi ces organisations, certaines sont les héritières directes des administrations civiles mises en place par les Allemands : un semblant de gouvernement autonome avait été établi en Lettonie dans les derniers mois de la guerre, aux prérogatives limitées, et ses membres les plus éminents avaient été évacués vers l'Allemagne. D'autres regroupent des nationalistes clandestins qui avaient fondé un conseil national dans les derniers mois de l'occupation nazie. Ces derniers s'étaient fixé un double objectif de résister aux « occupations allemande et soviétique ». A l'été 1945, un Comité National letton, bientôt supplanté par un Conseil national, cherche à fédérer les orientations politiques et à faire élire des représentants dans chacun des camps de DP's. D'après les témoins

⁹⁶ plusieurs analyses de la place accordée par la conférence à la question balte ont été produites : voir notamment ZUBKOVA Elena, *Pribaltika i Kreml'. 1940-1953*, Moscou, Rosspen, 2008, 349p

⁹⁷ GENIZI, Haim, *op.cit.*, p20

⁹⁸ les organisations lettones fondées sur le territoire allemand dans l'après-guerre sont l'objet principal de l'article de PURS Aldis, *op.cit.*, qui comme de nombreux auteurs ont souligné leurs différends, leurs oppositions politiques jugés ridicules. Cf DUFOIX, Stéphane, *op.cit.*, p16

soviétiques, le Comité national remporte un certain succès aussi bien auprès des DP que des Alliés occidentaux. Il aurait une filiale dans presque toutes les grandes villes allemandes, et aurait bénéficié d'avantages matériels des Américains : la possibilité d'une publication, la mise à disposition de les véhicules et de bâtiments qui afficheraient tous le « drapeau d'Ulmanis », c'est-à-dire le symbole de la Lettonie indépendante⁹⁹.

Mais face à la multitude de petits comités régionaux, aucune réelle unité n'est instaurée avant 1948. Les oppositions majeures divisent les anciennes autorités mises en place par les Nazis avec les autres représentants, qui n'avaient pas activement collaboré avec les Allemands. Ces organisations tentent de faire pression sur les autorités alliées pour assouplir les conditions d'entrée des DP dans les camps, surtout pour les légionnaires de l'armée allemande. Elles détiennent également des délégués dans certains pays occidentaux, dont la Suède¹⁰⁰. Mais surtout, elles avertissent d'autres organisations ou individualités lettones à l'extérieur de l'Allemagne des conditions sur place – leur efficacité réelle vis-à-vis des Alliés semble faible tant leur légitimité politique et leur représentativité dans les camps restent très limitées. Selon les périodes et les zones, les regroupements politiques sont plus ou moins favorisés par les autorités militaires, qui ne voient pas d'un très bon œil le développement des débats politiques parmi les DP. Certaines sont alors supprimées par les autorités occidentales. La Grande-Bretagne supprime les « comités lettons » de sa zone en 1946¹⁰¹. La France interdit les « rassemblements de nature politique »¹⁰². Néanmoins, l'apparition de multiples organisation politiques lettones sur le territoire allemand tend à démontrer rapidement aux Alliés l'obsolescence du front antifasciste : le renouveau des partis laisse place à une gamme d'attitudes politiques qui dénoncent l'URSS plus que l'Allemagne nazie¹⁰³.

Par ailleurs, des petites associations d'émigrés lettons dans les puissances occidentales, et en particulier aux Etats-Unis mènent une activité de lobbying héritée des années de guerre, afin de faciliter les conditions d'émigration des DP lettons. La communauté lettone aux Etats-Unis est peu étendue : dans l'entre-deux-guerres, on ne recense que 666 Lettons entrant aux Etats-Unis¹⁰⁴. Des associations d'origine lettone se constituent néanmoins. Parmi ces associations, notons essentiellement "The Latvian relief organization" (LRO), établie en automne 1941 pour aider les réfugiés de la première vague (1940-1941) regroupés à l'Ouest. Dès la fin de l'année 1944, de manière très précoce, elle

⁹⁹ GARF, f.8581, op.2, d.191, « materialy o dejatel'nosti bjuro v Shvecii », pp2-11.

¹⁰⁰ PURS Aldis, *op.cit.*, pp57-61

¹⁰¹ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1.8, box 1.22

¹⁰² DEFRANCE Corine, DENIS Juliette, *op.cit.*

¹⁰³ WYMAN, Mark, *op.cit.*, p128

¹⁰⁴ KARKLIS Maruta, *op.cit.* p32

soumet, collectivement avec des organisations estonienne et lituanienne, un mémorandum au président Roosevelt lui demandant de rejeter les requêtes soviétiques concernant le rapatriement forcé des réfugiés baltes depuis les pays européens : elle semble avoir à l'esprit la première vague de réfugiés, ayant pu difficilement entrevoir la masse de Lettons en Allemagne¹⁰⁵. Les associations américaines ont connu une socialisation différente des organisations lettones sur le territoire allemand. Elles appuient leurs revendications sur le soutien que les Américains d'origine lettone ont apporté à l'effort de guerre contre les pays de l'Axe. Par ailleurs, elles se sont définies dès le départ tout autant contre la puissance nazie que contre l'URSS, avant de transférer leurs préoccupations principales exclusivement sur la reconquête soviétique et le sort des réfugiés lettons. Leur introduction dans des réseaux américains, leur légitimité et leurs compétences (linguistiques entre autres) leur confèrent un rôle de passerelle. Les associations développent des formes de solidarité religieuse dans des structures luthériennes américaines, impliquées dans le secours aux DP's luthériens en Allemagne : le Lutheran World Federation et le YMCA par exemple¹⁰⁶. Le bureau letton du YMCA se reconstitue à Stockholm en septembre 1945, d'où il espère mener « un travail d'entraînement mental et physique de la jeunesse lettone » parmi les jeunes réfugiés en Scandinavie et en Allemagne¹⁰⁷. De 1945 à 1948, la LRO entreprend par ailleurs des activités de lobbying afin de transformer les lois d'émigration et de faire rentrer les Lettons grâce à une réévaluation des quotas de l'entre-deux-guerres¹⁰⁸. Elle trouve un soutien certain de la part des associations confessionnelles luthériennes américaines, qui se prononcent également en faveur de l'accueil des DP's baltes comme victimes du communisme.

Les associations lettones américaines apportent également leur soutien à d'autres figures légitimes, en particulier les diplomates lettons, qui conservent une partie de leurs attributions officielles dans les puissances occidentales du fait de la non reconnaissance *de jure* de l'annexion de la Lettonie¹⁰⁹. En effet, en 1940, alors que l'annexion à l'URSS se précisait, le cabinet de Karlis Ulmanis (le président autoritaire de Lettonie depuis 1934) a secrètement confié à ses représentants à Londres et à Washington la mission d'assurer l'autorité légale de l'Etat letton¹¹⁰. Les anciens diplomates lettons restent les figures les plus symboliques du refus de l'annexion¹¹¹. Le Docteur Alfred Bilmanis est la plus importante de

¹⁰⁵ *ibid.* p28

¹⁰⁶ GENIZI, Haim, *op.cit.*, pp42-43

¹⁰⁷ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1.5

¹⁰⁸ KARKLIS Maruta, *op.cit.*, p28, p30

¹⁰⁹ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1, 1.16 : Le Chicago Latvian Club adresse des pétitions à Roosevelt pour défendre la position d'Alfred Bilmanis

¹¹⁰ PURS, Aldis, *op.cit.*, p50

¹¹¹ DUFOIX, Stéphane, *op.cit.*, p58

ces figures : il continue de siéger à Washington et devient le porte-parole de la Lettonie indépendante durant la guerre et l'après-guerre. En 1942 (et une fois de plus en mai 1947), le gouvernement américain lui reconnaît son statut¹¹². Il a dirigé ou écrit 500 publications sur la Lettonie en anglais durant sa carrière¹¹³, dont 50 brochures publiées pendant les années de guerre¹¹⁴. Pendant la guerre, dès l'automne 1941, Bilmanis reçoit de Lettonie des informations sur le régime soviétique, peu à peu extraites des archives et des témoignages par les Nazis et les collaborateurs : par exemple, il publie la liste d'écrivains « disparus » (c'est-à-dire déportés) puis les chiffres de la déportation de masse du 14 juin 1941¹¹⁵. Dès avril 1945, il est contacté par différents hommes politiques lettons ou figures importantes de la communauté lettone en Allemagne qui l'informent des conditions des réfugiés, mais surtout s'en remettent à lui : maintenu dans ses fonctions par le gouvernement américain, son autorité s'exerce également dans la zone américaine d'Allemagne. A ce titre, on observe une reconfiguration des hiérarchies politiques : d'anciens supérieurs de Bilmanis au MAE de la Lettonie indépendante se retrouvent soumis à son autorité¹¹⁶. Remarquons que sa persévérance ne manque pas d'inquiéter les Soviétiques. Ses activités n'échappent pas aux délégués soviétiques, qui en font la menace principale : l'« ambassadeur letton » représente « le dirigeant idéologique de toute l'activité antisoviétique des Lettons réactionnaires »¹¹⁷. En tant que figure symbolique et médiatique du refus de l'annexion, il reste, bien après sa mort en 1948, la bête noire des autorités soviétiques.

Ces différentes institutions et figures individuelles s'insèrent dès mai 1945 dans les controverses naissantes sur le sort des DP's lettons et entretiennent avec les Alliés des relations constantes afin d'assouplir les modalités de vie et de contrôle en Allemagne, et encore plus les conditions d'émigration vers l'Ouest.

3) le renoncement au rapatriement forcé : la précocité des DP's baltes dans les conceptions occidentales.

En mai 1945, concrètement, la non reconnaissance *de jure* de l'annexion par les Alliés occidentaux implique que les DP's baltes ne sont pas considérés comme des citoyens

¹¹² Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1.3, « I certify that Dr Alfred Bilmanis is duly accredited to this Government as Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary and Consul General of Latvia », annoncent d'abord Sumner Dulles, et ensuite George G. Marshall, les secrétaires d'Etat

¹¹³ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1.1

¹¹⁴ KARKLIS Maruta, p29.

Citons par exemple :

BILMANIS Alfred (Dr.) (compiled by), *Latvian - Russian Relations, Documents*. Washington, D.C., The Latvian Legation, 1978 (1944)

BILMANIS, Alfred (Dr.), *Latvia between the anvil and the hammer. Facts in review*, Washington D.C., Latvian Legation, 1945, 64p

¹¹⁵ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1.6

¹¹⁶ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1.32

¹¹⁷ GARF, f.8581, op.2, d.191, « materialy o dejatel'nosti bjuro v Shvecii », p2-6

soviétiques. Si bien que les DP's baltes qui clament haut et fort leur refus de rentrer en URSS sont les premiers DP's originaires de territoires soviétiques à bénéficier de la clémence occidentale. Dès le 18 mai 1945, les autorités américaines prennent une décision « à ne pas montrer aux Soviétiques »¹¹⁸, qui excluent les Estoniens, les Lettons et les Litvaniens du mécanisme de rapatriement forcé. Il faut proclamer affirmativement et individuellement sa citoyenneté soviétique afin d'être soumis au processus de rapatriement. Les DP's baltes bénéficient également d'autres avantages : ils ne sont pas soumis transferts obligatoires dans les camps pour ceux qui auraient une habitation privée, et ils peuvent faire valoir leur droit au travail dans la zone américaine¹¹⁹. Les décisions concernant les populations baltes sont donc les seuls refus posés aux exigences soviétiques par les Alliés sur la question du rapatriement, qui avait été principalement réglée à Yalta et dans des négociations ultérieures¹²⁰.

Certes, ces mesures n'interdisent pas la multiplicité des situations locales, et de nombreux écarts pris avec les décrets officiels. L'UNRRA, en particulier, est rapidement débordée par la masse de DP's en Allemagne. Son statut officiel en fait par ailleurs l'institution par excellence du rapatriement, qu'elle doit favoriser. Certains cas ponctuels démontrent que, surtout fin 1945 et début 1946, elle cherche par tous les moyens à réduire les effectifs de DP's dont elle a la charge en contournant les décisions des autorités militaires. Ainsi, par exemple, exclure un DP d'un camp pour criminalité (marché noir par exemple) équivaut à le priver de sa carte de rationnement : privé d'aide humanitaire, la personne ne peut que rejoindre la zone soviétique et se faire rapatrier¹²¹. Autre technique, le chantage au rationnement, documenté pour le cas polonais : l'UNRRA offre une meilleure ration alimentaire à ceux qui s'engagent volontairement dans le processus de rapatriement. Cette incitation aurait conduit 70 000 Polonais à retourner chez eux¹²².

Néanmoins, les évolutions des organisations internationales révèlent l'abandon du principe de rapatriement forcé, qui s'étend aux autres catégories nationales de DP's, et confirment les droits alors reconnus aux DP's baltes. Ces décisions se concrétisent dans les statuts de l'OIR. Les débats présidant à la création de l'OIR démontrent les changements de préoccupation des Alliés occidentaux : si l'UNRRA était dévolue à l'urgence du rapatriement, et avait dû faire face à une question inédite et inattendue, l'OIR, quant à elle, doit certes prolonger les attributions de l'UNRRA (gestion des camps et coopération avec les agences d'entraide), mais surtout envisager la réinstallation des réfugiés qui se maintiennent en

¹¹⁸ d'après DYCZOK Marta, *op.cit.*, p54

¹¹⁹ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1.8 => ANNEXES

¹²⁰ PROUDFOOT, *op.cit.*

¹²¹ *ibid*, p116

¹²² GENIZI, Haim, *op.cit.*, pp20-21.

Allemagne et que le pays ne peut absorber¹²³. Catherine Gousseff a montré que sa création avait suscité de très grandes frictions entre les négociateurs anglo-saxons et soviétique, et à ce titre correspondait dès 1946 un enjeu de taille dans la montée des tensions entre les anciens Alliés¹²⁴. Le 30 juin 1947, l'UNRRA transfère officiellement ses activités à l'OIR. Le General Mc Narney, commandant de la zone américaine, réitère alors ce qui correspond désormais à la position officielle des Alliés occidentaux : « aucun DP ne sera forcé de retourner dans son pays d'origine, à moins de tomber sous des circonstances exceptionnelles »¹²⁵. Ces circonstances spéciales concernent les collaborateurs et criminels de guerre.

4) Que faire des collabos ? les Alliés et les DPs face au *screening*.

Les Soviétiques, durant les conférences internationales, réclament les criminels de guerre pour les juger – et des accords sont mis en place avec chacune des trois zones occidentales. Comment réagissent les Occidentaux face à la demande impérieuse de livrer les criminels de guerre ? en 1945-1946, la réponse à cette question suppose de revenir rapidement sur la représentation de certains acteurs occidentaux sur les DPs lettons. Des membres des autorités américaines, mais également des organisations internationales semblent partager un soupçon collectif envers les populations réfugiées originaires des républiques baltes. Par exemple, l'opinion publique américaine pendant la guerre a reçu des informations multiples sur les Etats baltes. Si en 1940 l'annexion soviétique avait suscité une sympathie certaine dans l'opinion pour les trois petits pays encerclés par de grandes puissances impérialistes et avalés par l'URSS, les années d'occupation nazie offrirent une autre image des populations baltes. Dès le début de l'année 1943, des articles se focalisent sur l'Europe occupée et indiquent l'extermination de la quasi-totalité des Juifs estoniens, lettons, et lituaniens. La participation active des locaux est abondamment soulignée. La presse américaine (Walter Lippmann dans le *Washington Post* par exemple¹²⁶) tend par ailleurs à chercher les racines de la collaboration lettone dans la nature du régime des années 1930 : il emploie des termes radicaux pour décrire la Lettonie occupée, mais aussi la Lettonie indépendante de l'entre-deux-guerres qu'il qualifie de régime « fasciste »¹²⁷. Les diplomates lettons sont par ailleurs accusés par la presse de gauche d'être des suppôts d'Hitler : ils doivent alors nier les accusations de collaboration avec les Allemands, à l'extérieur comme à l'intérieur des républiques baltes. A la fin de la guerre, le soupçon se

¹²³ HOLBORN Louise W., *The International Refugee Organization: a specialized agency of the United Nations: its history and work, 1946-1952*, Oxford, Oxford University Press, 1956

¹²⁴ GOUSSEFF Catherine, *op.cit.*

¹²⁵ GENIZI, Haim, *op.cit.*

¹²⁶ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1, 1.19

¹²⁷ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers

répand naturellement aux DP, là encore conçus comme un groupe homogène de collaborateurs. La capture de soldats lettons dans l'uniforme de la Waffen SS et de la Wehrmacht à partir du printemps 1945 semble confirmer la collaboration massive de la population. En 1945, différents observateurs américains parcourant l'Allemagne dénoncent la forte proportion de collaborateurs dans les camps baltes et ukrainiens, allant jusqu'à stigmatiser 30 à 50% des DP (hommes)¹²⁸. Certes, pas encore de réelles données sur la notion de collaboration dans les Etats baltes, conçue de manière large. Ces chiffres témoignent, au lendemain du conflit, de l'attention portée aux complices des nazis parmi les populations de DP – et la volonté de ne pas leur faire de cadeau.

Les autorités occidentales (à différentes périodes selon les zones) décident donc d'entreprendre des vérifications individuelles, parce qu'elles continuent elles-mêmes à craindre la présence des criminels de guerre dans les camps de réfugiés. Si bien que, même si le rapatriement forcé est officiellement écarté, des vagues de « *screening* » (filtrage) perdurent dans les camps de DP afin de démasquer les collaborateurs. Plusieurs phases de vérification, plus ou moins longues et complètes, s'étalent de l'entrée dans les camps à la fin des années 1940 : elles reprennent en 1946-1947, et sont une dernière fois suscitées par le processus d'émigration.

Les vagues de *screening* provoquent une terreur parmi les DP. La crainte d'être identifié comme collaborateur, criminel de guerre ou prisonnier de guerre allemand avait incité certains lettons à ne pas rejoindre les camps de DP des zones occidentales dans les premières semaines suivant la capitulation. A l'été 1945, seuls 82.000 Lettons sont enregistrés dans les camps, et atteint plus de 120.000 en 1946¹²⁹. En effet, en l'absence d'autres ressources, mais aussi des garanties données par les Alliés, les Lettons se décidèrent à intégrer les camps. Au début de l'année 1946, informés par la presse et la radio de l'imminence du filtrage, les délégués lettons et lituaniens écrivent à James Byrnes. En février, R. Jurgels, un représentant lituanien résidant dans la zone américaine, rapporte les propos entendus à la radio américaine qui annoncent l'opération de vérification de 90 000 DP estoniens, lettons et lituaniens, et surtout évoquent la menace, clairement explicitée par un officier supérieur du haut commandement de l'armée : « si nous devons les renvoyer de force nous le ferons, mais nous ne garderons pas des pronazis dans les camps aux côtes de DP légitimes qui ont souffert sous le régime nazi »¹³⁰. Alfred Bilmanis, se charge de contacter les autorités américaines du Département d'Etat et du gouvernement militaire. Les autorités américaines tempèrent immédiatement : le Gen. Joseph McNarney répète la

¹²⁸ GENIZI, Haim, *op.cit.*, p89

¹²⁹ PURS, Aldis, *op.cit.*, p55

¹³⁰ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1.12, "if we have to send them back by force we will do it, but we will not keep pro-nazis in camps with legitimate Displaced persons who suffered under the nazi régime"

position des Etats-Unis sur le rapatriement forcé : les mesures ne concernent que les criminels de guerre ou ceux qui ont commis des crimes depuis leur insertion dans les DP¹³¹. La peur provoquée par cette opération est donc palpable dans les documents envoyés à Bilmanis en 1946. Selon les zones, les screenings provoquent plus ou moins de risques : ainsi la zone britannique semble plus longtemps résister à ce processus, mais elle continue quant à elle, de pratiquer des interdictions plus fortes qu'ailleurs – surtout en ce qui concerne les associations politiques et culturelles¹³². Dans certains camps, les screenings se succèdent rapidement. Le refus de coopérer peut valoir une exclusion du statut de DP¹³³.

Concrètement, des officiers provenant d'institutions diverses - autorités militaires, UNRRA (puis OIR), voire la Croix-Rouge - participent aux commissions de filtrage. Dans la zone américaine, les opérations de *screenings* débutent en avril 1946. C'est le Counter-Intelligence Corps of the U.S. Army (CIC) qui se charge de ces opérations, mais il rencontre de nombreux obstacles à la mise en place d'une politique efficace : incertitude sur les définitions de la collaboration, manque de personnel qualifié, absence de documentation fiable et difficultés de recueillir le matériel freinent le processus. Par ailleurs, les officiers chargés de la vérification du passé des DP sont confrontés à la solidarité des DP, et aux requêtes radicales et non documentées des Soviétiques, prompts à qualifier toute personne refusant le rapatriement de criminel.

Dans les camps eux-mêmes, les réactions collectives impressionnent les Alliés : grèves de la fin, vague de suicides provoquées par la peur d'être renvoyés en URSS. Face aux vérifications successives, la tentation est-elle grande de prendre une nouvelle identité ? il semble que dans le chaos de l'après-guerre, les DP lettons n'ont pas à se préoccuper de changer de nom : bien souvent, mentir suffit à convaincre les autorités en absence de preuve tangible. Par exemple, face à 12 officiers lettons de la division SS portaient les insignes nazis sur leurs uniformes, le CIC accepta toutes les justifications farfelues qu'ils donnèrent pour expliquer comment ces uniformes leur étaient tombés du ciel¹³⁴. En Allemagne dans l'après-guerre, pallier le manque de vêtements chauds par des uniformes militaires était monnaie courante, et accentue alors les confusions¹³⁵. Mais certains ont certainement cherché à se faire passer pour une « vraie » victime de guerre. ainsi certains soldats lettons de la Wehrmacht troquent rapidement leur uniforme contre des habits civils. Un autre cas semble laisser croire qu'un criminel letton des bataillons de police

¹³¹ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1.8

¹³² Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1.22

¹³³ WYMAN, Mark, *op.cit.*, p59

¹³⁴ GENIZI, Haim, *op.cit.*, p90

¹³⁵ WYMAN, Mark, *op.cit.*, p54

s'est fait passer pour un Juif afin de contourner les vérifications¹³⁶. Dans la zone française, certains DP lettons se font oublier en s'enregistrant dans des camps majoritairement polonais, avec la complaisance des autorités militaires¹³⁷. Mais il reste évidemment complexe d'évaluer les fraudes.

Les fonctionnaires de l'UNRRA et de l'OIR qui participent aux commissions de filtrage sont alors pris entre différents étaux : des pressions variées les accusent tour à tour de complaisance pour les DP de tel ou tel groupe, et de sévérité excessive pour d'autres. La presse internationale stigmatise leur trop grande complaisance envers des criminels pronazis, essentiellement baltes (ou ukrainiens), et les représentants baltes eux-mêmes les accuse d'un a priori négatif systématique envers les DP originaires des régions baltes. Un cas de rapatriement forcé des soldats lettons de l'armée allemande suscitent une sympathie grandissante pour les Lettons : le rapatriement de Suède de 167 anciens légionnaires estoniens et lettons. Abondamment répercuté dans la presse suédoise, mais aussi en Allemagne et ailleurs en Occident, ce rapatriement forcé à jouer comme un contre-modèle dans la suite des débats sur le destin des soldats de l'armée allemande¹³⁸. Les actions collectives et les dénonciations individuelles contre le *screening* bénéficient également de soutien de la part d'associations confessionnelles d'inspiration luthérienne américaines. Elles portent une critique sévère sur la brutalité des vérification et révèlent des cas abusifs qu'elles assimilent à de la torture psychologique : certaines personnes sont vérifiées 35 fois¹³⁹. Protestations et pétitions se multiplient en faveur des DP baltes, et commencent à trouver un écho certain dans les opinions et gouvernements occidentaux en 1947.

L'année 1947 représente en effet un tournant. L'opposition entre les blocs s'affirme : en mars, Truman prononce sa célèbre « doctrine » ; en juin, le plan Marshall est appliqué à l'Europe de l'Ouest. C'est à cette époque, en mai, que les Etats-Unis réitèrent dans une déclaration leur soutien à la Lettonie indépendante et la dénonciation de l' « incorporation » à l'URSS¹⁴⁰. Par ailleurs, le théâtre allemand apparaît de plus en plus clairement comme le point d'ancrage de la Guerre froide : la priorité absolue est alors de reconstruire l'économie de l'Allemagne de l'Ouest, qui ne peut pas absorber les DP – il s'agit alors de trouver de

¹³⁶ selon l'enquête menée par Alex et Mark Kurzem sur un membre du bataillon de police letton, retrouvé à New York mais prétendant être une victime juive. KURZEM Mark, *op.cit.*

¹³⁷ GARF, f.8581, op.2, d.195, « materialy o repatriacii zhitelej Pribaltijskikh respublik (zapisi peregovorov, pis'ma, spravki, korotkie informacii), 18.10 - 27.12.1947 », pp150-153. Beaucoup de Lettons et Lituaniens se sont regroupés dans les camps de Polonais, mais ils sont démasqués par les délégués polonais sur place. L'enquête soviétique y trouve 2 666 Lettons (ainsi que 2 731 Lituaniens et 903 Estoniens)

¹³⁸ WYMAN, Mark, *op.cit.*, p64

cet événement, qui pour être analysé doit prendre en compte les relations spécifiques de la Suède avec l'URSS, sera documenté plus en détails dans ma thèse (GARF,8581,2,121,materialy o dejatel'nosti SIB press-otvedlov missii v Shvecii, Filjandii, Norvegii za 1944-1945, 30.12.1944-21..12.1945, pp277-310 / GARF,8581,2,176,materialy o dejatel'nosti predstavitel'stv i press-buro SIB v Finljandii, Shvecii i Norvegii (godovye otchety za 1945 g, spravki), 31.01 - 29.12.1946, pp28-31)

¹³⁹ GENIZI, Haim, *op.cit.*, p91

¹⁴⁰ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1, 1.3

nouvelles soupapes pour résoudre leur présence pesante, et l'émigration vers les puissances occidentales apparaît une issue naturelle. Le filtrage s'arrête petit à petit. Si les années trente et la Seconde Guerre mondiale avaient donc mis l'accent sur les victimes du nazisme, désormais, mansuétude pour les victimes du stalinisme dans le cadre de la Guerre froide qui autorise tous les compromis. Un éditorial du magazine *America* en février 1947 reflète la nouvelle structure de pensée en des termes extrêmement clairs : « ils (les DPs) sont peut-être Nazis ... (Cependant) leur venir en aide, spécifiquement en en acceptant certains dans notre pays, constitue un challenge concret porté au communisme »¹⁴¹.

5) Enjeu de l'émigration : une concurrence entre les victimes du nazisme et du communisme ?

Des groupes de réfugiés baltes tentent de rentrer aux Etats-Unis avant la mise en place d'une politique spécifique. Un bateau estonien a quitté la Suède à l'automne 1946 : à son arrivée aux Etats-Unis le réflexe des autorités de police est de les « déporter » (reconduire à la frontière). Mais, d'après les témoins soviétiques, Truman lui-même intervient, et se dit « personnellement impliqué dans la destinée des 'réfugiés' », et ajourne l'ordre de reconduite à la frontière. A la même époque, Truman rencontre des organisations lituaniennes et réitère son soutien aux trois républiques baltes. À partir de juin 1947, des programmes d'émigration sont officiellement mis en place, et les DPs lettons purent gagner les démocraties occidentales. La Grande-Bretagne, le Canada et l'Australie furent les premiers à ouvrir leurs frontières à la venue d'émigrants baltes¹⁴². En décembre 1947, au moins 15 000 DPs baltes ont déjà émigré en Grande-Bretagne¹⁴³. La propagande soviétique cherche à démontrer que les politiques d'émigration occidentales « s'adressent aux DPs comme à du bétail : elles ne prennent que les forts en bonne santé », et prévenir des dangers de l'exploitation dans le monde capitaliste¹⁴⁴. Mais leurs efforts sont vains et les politiques occidentales s'assouplissent progressivement.

Le DP Act aux Etats-Unis clôt ce processus d'ouverture – malgré les débats colossaux qu'il provoqua parmi les différentes associations américaines de secours aux réfugiés. Les organisations juives sont les plus déterminées à faire voter cette loi révisant les quotas d'immigration d'entre-deux-guerres. Mais, pour l'opinion publique américaine, « DP »

¹⁴¹ *ibid.*, p74-75, « they might be Nazis... (However) to help them, specifically by taking some of them into our country, is a concret challenge to Communism »

¹⁴² LANE T. (2004), *Victims of Stalin and Hitler: the exodus of Poles and Balts to Britain* New York, Palgrave, 2004

¹⁴³ GARF, f.8581, op.2, d.195, « materialy o repatriacii zhitelej Pribaltijskikh respublik (zapisi peregovorov, pis'ma, spravki, korotkie informacii), 18.10 - 27.12.1947 », pp115-118

¹⁴⁴ GARF, f.8581, op.2, d.195, « materialy o repatriacii zhitelej Pribaltijskikh respublik (zapisi peregovorov, pis'ma, spravki, korotkie informacii) », 18.10 - 27.12.1947, p20-21

est assimilé à « Juif » et parfois même à « communiste ». Des organisations religieuses chrétiennes mettent au contraire en avant les DP anticommunistes fuyant l'URSS et les démocraties populaires en construction. Un consensus se met progressivement en place pour restreindre l'accueil des rescapés juifs. Le 2 mars 1948, le Wiley-Revecomb DP Bill (connu sous le terme de DP Act) accorde 50.000 entrées de DP chaque année sur une période de deux années. La moitié des visas accordée est définie sur la base de critères professionnels (agriculture) et l'autre moitié sur des critères nationaux (réservés à ceux dont les pays ont été annexés à l'URSS – donc les Baltes – et aux Polonais). Les organisations juives sont choquées, mais les organisations luthériennes plutôt satisfaites, si bien que malgré la dénonciation formelle des discriminations portées par ce texte, elles n'entendent pas entraver son adoption¹⁴⁵. Certains s'élèvent énergiquement contre cette décision injuste. L'un des plus fervents critiques du DP Act était Abraham G. Dicker, membre de la mission américaine au sein des commissions du procès de Nuremberg. Il souligne la présence de collaborateurs actifs parmi les DP originaires des républiques baltes et d'Ukraine. Le 1^{er} juin 1948, il appelle les membres du Congrès à renforcer la législation par une procédure efficace de triage. le Congrès écarta sa requête¹⁴⁶.

La commission DP mise en place pour l'émigration conserve cependant une animosité envers les volontaires SS (lettons et estoniens) qui ont combattu en Allemagne et qui ont fui suite à la retraite de la Courlande tombés aux mains des Alliés occidentaux. Hugo Vitols souligne rapidement cet enjeu, et affirme dans une lettre aux autorités américaines que « il serait (...) injuste de traiter les soldats de la légion lettone qui ne combattent que contre l'opresseur de leur patrie - contre l'Union soviétique, comme des ennemis des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France, contre lesquels ils n'ont jamais combattu et ne se sont jamais engagés à combattre »¹⁴⁷. Cet argument majeur est inlassablement repris à partir de cette date afin d'innocenter l'ensemble des volontaires SS lettons. Les soldats lettons, et plus généralement les DP lettons, sont présentés comme les premiers à incarner la rupture entre les Alliés.

Si les Alliés occidentaux permettent aux anciens légionnaires 1) de ne pas être renvoyés en URSS¹⁴⁸ et 2) de quitter les camps de prisonniers de guerre et d'intégrer les camps de DP, changeant dans leur transfert de statut officiel, en revanche, leur entrée sur

¹⁴⁵ GENIZI, Haim, *op.cit.*, pp79-81 Cf définition du DP comme résidant les zones occidentales d'Allemagne et d'Autriche, et en Italie, au 22 décembre 1945. La majeure partie des DP juifs sont arrivés plus tard, par ailleurs très peu d'entre eux travaillent dans le secteur primaire de l'économie, et enfin quasiment aucun Juif des Etats baltes en Allemagne. Plus autorisation d'éligibilité des *Volksdeutsche*, dont certains furent le fer de lance de la diffusion du nazisme en Europe centrale et orientale et collaborateurs.

¹⁴⁶ GENIZI, Haim, *op.cit.*, p83

¹⁴⁷ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1.55

¹⁴⁸ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1.8

le territoire américain suscite encore des débats. Les associations luthériennes américaines se lancent dans une campagne visant à dénoncer la section 13 du DP Act que la commission DPs décida d'appliquer à la Waffen SS et multiplient les arguments déshonorant l'impartialité du travail de la commission : elle sous-entend un « favoritisme » qui lie les acteurs de la commission et les DPs juifs.

La question du traitement réservé aux DPs par les autorités civiles et militaires semble refléter la reconfiguration de l'antisémitisme d'après-guerre à l'aune de la concurrence pour l'émigration. Dès 1946, des associations catholiques et protestantes américaines s'indignent du sort meilleur des DPs juifs par rapport aux DPs chrétiens¹⁴⁹. A la fin des années 1940, cette concurrence confessionnelle se manifeste dans l'accès à l'émigration. Ainsi, Jules Feldmans, ancien délégué letton à la SDN, s'adressant à l'OIR dans un mémorandum de 1949, accuse les officiers de l'OIR responsables de l'éligibilité des DPs à l'émigration dans les pays occidentaux d'un excès de rigueur envers les DPs d'origine balte. Il commence par développer une argumentation visant à clarifier la mobilisation dans l'armée allemande : il innocente les « mobilisés forcés » tout autant qu'il justifie leur participation à la lutte contre le communisme. Il établit ensuite une corrélation entre l'antipathie abusive envers les DPs baltes et une sympathie excessive pour les DPs Juifs arrivés d'Europe de l'Est. Cette accusation ambiguë peut s'interpréter de deux manières : soit elle témoigne d'un soupçon envers les nouveaux arrivants d'Europe de l'Est qui se disent Juifs pour échapper aux vérifications, soit il s'agit plutôt d'un vieux fond d'antisémitisme réévalué à l'aune d'une compétition pour la sympathie occidentale et le droit à l'émigration. Il conclut : « les Baltes aussi bien que les Juifs ont droit à la compréhension, à la sympathie et aux égards des fonctionnaires de l'OIR » - qui participe au filtrage¹⁵⁰.

Face aux dénonciations incessantes, la commission DP se tourne vers l'Amiral R.H. Hillenkoetter, directeur de la CIA, pour une clarification sur la mise en œuvre de la section 13 du DP Act. Les forts sentiments anticomunistes des soldats des légions lettones et estoniennes l'incitent à répondre favorablement aux requêtes des anciens légionnaires : c'est une preuve supplémentaire du changement de la figure de l'ennemi, la reconfiguration internationale de Guerre froide entraînant une minimisation des crimes nazis. Après une longue bataille d'un an, les associations chrétiennes font plier le département d'Etat. En 1950, l'argument avancé par les représentants lettons dès la fin de la guerre se diffuse dans les organes de l'Etat américain. Le département d'Etat, en septembre s'aligne avec l'idée que ces soldats 1) ont été engagés surtout sur la base de la contrainte et 2) ont lutté contre l'URSS et non contre l'Occident et constituent ainsi un réservoir d'anticomunistes virulents.

¹⁴⁹ GENIZI, Haim, *op.cit.*, p21

¹⁵⁰ BDIC, retrouver la cote exacte.

La commission aux DP suit rapidement¹⁵¹. Dans le mouvement de complaisance, l'aspect collectif de la décision favorise également d'anciens criminels de guerre, qui n'avaient pas juste servi dans la Waffen SS mais également dans les bataillons de police auxiliaires¹⁵².

Le tournant de 1947-1948 dans l'attitude occidentale envers les DP lettons reflète bien la mise en place des blocs. Les représentants des baltes à l'étranger ont su instrumentaliser au mieux les tensions grandissantes. La précocité de certains arguments maintes fois répétées par les représentants lettons s'adaptent particulièrement bien aux nouveaux modèles idéologiques de la Guerre froide.

6) une « nation lettone » assimilable : reconfiguration de l'image « nationale » des DP lettons.

Des actions individuelles et actions collectives sont entreprises par les DP lettons à différentes échelles, dans différents territoires et auprès de différentes institutions afin de mobiliser les autorités et les opinions publiques occidentales. L'enjeu prioritaire est de revenir sur l'image de la collaboration, mais aussi de présenter un groupe de victimes du stalinisme « occidental », dénué de caractéristiques « slaves » et susceptible de parfaitement s'intégrer aux sociétés de l'Ouest. Certains événements internationaux suscitent un pic d'activité politique de la part des représentants lettons : les conférences internationales, par exemple, rythment l'activité de Bilmanis et de Feldmans qui rappellent le droit des Lettons à l'indépendance. Les événements intérieurs à l'URSS provoquent également des réactions à chaud. Les élections au Soviet Suprême en Lettonie en 1946 sont l'occasion de revenir sur la chronologie de l'annexion soviétique et de l'illégalité de ces élections frauduleuses¹⁵³. Enfin, les phases de création des démocraties populaires permettent de rappeler l'ancienneté du processus de main mise soviétique sur les Etats baltes.

Des années de guerre aux années d'après-guerre, les représentants, par leurs déclarations officielles adressées aux gouvernements occidentaux, aux autorités alliées et à des institutions représentatives des opinions publiques occidentales répètent inlassablement les agressions soviétiques : la perte de la souveraineté et l'annexion, les conséquences de la première année de soviétisation, et enfin, la destruction de la « nation lettone », dont l'image se reconstruit après la guerre. Si, durant le conflit, les Etats baltes restaurés dans leur indépendance pouvaient encore conçus comme un « pont » entre l'Ouest et l'Est¹⁵⁴, à partir

¹⁵¹ GENIZI, Haim, *op.cit.*, p94

¹⁵² *ibid.*, p95. Voir aussi les débats présidant à l'amendement du Dp Act de 1948. Augmentation du nb de DP accueillis, mais aussi nouvelles catégories favorisées dans les proportions d'admis : les *Volksdeutsche*, soutenus par certaines associations chrétiennes, mais critiquées par les associations juives. pp101-102

¹⁵³ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, 1.12

¹⁵⁴ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1.6 (vérifier)

de 1945, l'image de la Lettonie fantasmée et adaptée au groupe des DP recouvre d'autres caractéristiques. Elle se fonde tout d'abord en opposition avec l'ennemi absolu de la nation lettone, l'URSS. A travers leurs déclarations répétées, mais surtout à travers des actions collectives spectaculaires menées dans les camps de DP, les Lettons offrent aux opinions publiques occidentales une représentation de l'URSS de l'intérieur, en mettant en avant l'expérience de 1940-1941 comme démontrant la réalité du pouvoir soviétique. Les représentants lettons dénoncent par ailleurs l'anéantissement du peuple lettone, paisibles paysans et élites cultivées, dont on cherche à transmettre l'image par l'organisation des camps eux-mêmes. Les camps baltes sont généralement décrits par les observateurs occidentaux comme les moins miséreux, propres, calmes et ordonnés, parsemés de parterres de fleurs. Se démarquer de la masse des DP permet d'établir une promotion de soi aux visiteurs occidentaux susceptibles de plaider en faveur de l'émigration¹⁵⁵. L'atmosphère des camps, religiosité luthérienne¹⁵⁶ sont des marqueurs forts d'une « assimilabilité » des DP lettons aux sociétés occidentales, essentiellement américaine.

Parmi les discours, déclarations et autres appels lancés par les Lettons aux puissances occidentales, peu d'entre eux soulignent la diversité ethnique du pays avant la guerre et les larges droits accordés aux minorités dans la constitution de la Lettonie indépendante votée en 1922. Ainsi, dans les rapides résumés historiques justifiant la légitimité de la présence lettone à l'Ouest, et se focalisant sur les années de guerre (1939-1941), aucun n'accorde de signification à la Shoah en Lettonie – notamment pour ne pas inciter à rechercher les criminels parmi les réfugiés. Conséquence de la guerre, de l'occupation allemande et du nationalisme lettone, la Lettonie fantasmée par les organisations lettones en Allemagne est un territoire ethniquement homogène, qui n'accorde aucun espace aux minorités allemandes et russes¹⁵⁷. Cette Lettonie ethniquement « lettone » est transposée aux DP, eux-mêmes considérés comme uniformément ethniquement lettons.

Paradoxalement, malgré ce raidissement autour de la cohésion ethnique de la nation lettone, les DP lettons ainsi que leurs représentants ressentent la nécessité de s'associer avec les autres peuples baltes – les Estoniens et les Litvaniens – afin de mieux faire ressortir l'urgence de leur problème. Malgré l'échec de l'Union balte pendant l'entre-deux-guerres, certaines tentatives visent à préserver une éventuelle¹⁵⁸. Après la guerre, face aux différents enjeux – rapatriement, screening, émigration sur fond de dénonciation de l'« occupation » soviétique, les différents représentants issus des trois pays, et souvent regroupés dans les mêmes camps tendent à présenter un image unifiée de leur histoire. La « communauté de

¹⁵⁵ GENIZI, Haim, *op.cit.*, pp22-23.

¹⁵⁶ WYMAN, Mark, *op.cit.*, p111

¹⁵⁷ PURS, Aldis, *op.cit.*, pp63-64

¹⁵⁸ Hoover Institution Archives, Alfred Bilmanis Papers, box 1.6

destin » et l'homogénéité de la région balte se cristallisent donc à l'Ouest et pour l'Ouest, dans le cadre de l'enjeu posé par les DP's.

Conclusion.

Au final, les politiques occidentales ont permis à plus de 700 000 DP's d'émigrer vers l'Ouest. Les derniers camps ont été fermés au début des années 1960. En ce qui concerne les Lettons : 125.000 Lettons émigrent dans les puissances occidentales, soit plus de 90% des Lettons résidant dans les zones occidentales de l'Allemagne en 1945¹⁵⁹. Au fil de la consolidation des deux blocs antagonistes de la Guerre froide, leur ardente politique de lobbying a contribué à profondément modifier l'image collective des DP's lettons - de complices de Hitler à victimes de Staline. Ce mécanisme de substitution est révélateur du changement de rapport de forces sur la scène internationale. Il contribue à long terme à occulter la question de la collaboration des Lettons aux politiques exterminatrices nazies. Malgré la reprise des procès dans les années 1960 en URSS et la multiplication des demandes d'extradition, l'enjeu de Guerre froide a largement supplanté l'impératif d'épuration. Les débats resurgissant aujourd'hui sur les formes et l'ampleur de la collaboration en Lettonie reprennent pour beaucoup les positionnements idéologiques de la deuxième moitié des années 1940. La réouverture des Etats baltes à l'Ouest via les processus d'intégration à l'Union européenne suscite une nouvelle phase de questionnement sur les attitudes lettones sous l'occupation nazie. La forte politisation contemporaine de l'histoire de la Lettonie stalinienne ne doit pas cependant occulter la prise en compte précoce de ces questions, qui apparut dès les années de guerre et d'après-guerre et dont l'absence de résolution immédiate a contribué jusqu'à aujourd'hui à envenimer les débats historiographiques.

¹⁵⁹ Immigration dans les autres pays : Etats-Unis (45 000), Australie (20.000), Canada (19.000), Grande-Bretagne (17.000), Allemagne (15.000), Amérique du Sud (5.000) et Suède (4.000)